le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

21 AU 27 MARS 1991

N° 820

10,00 F

EDITORIAL

Nous sommes réellement entrés dans le siècle à l'occasion des guerres balkaniques de 1912-1913, qui conduisirent à la Grande Guerre, pièce maîtresse du long cheminement de la politique internationale de notre histoire contemporaine.

Allons-nous quitter ce même siècle avec d'identiques guerres balkaniques ?

Religieux en tête, les cortèges nationalistes piétinent les derniers lambeaux de la dépouille des régimes knouto-bolcheviques... Cinglant désavœu pour ceux qui voulaient encore croire à un possible ancrage du marxisme-léninisme à l'Est... Désavœu non moins cinglant pour les partisans du libéralisme, confrontés à des subtilités nationales qui leur échappent et que certains qualifient d'un autre âge.

Le mauvais accueil fait, ces derniers temps, aux Albanais par les autorités grecques et italiennes n'ont pas rafraîchi l'ardeur des candidats au départ du pays des aigles, malgré des élections libres promises par le pouvoir pour les prochains jours. Des Albanais continuent à se masser dans les ports de l'Adriatique dans l'attente de voir apparaître un navire à l'horizon.

Au même moment, la Yougoslavie semble en passe d'être disloquée. Slovénie, Croatie, Serbie, région autonome du Kosovo... l'héritage titiste fout le camp ! L'armée laisse entendre un sinistre bruit de bottes sur le pavé belgradois.

En URSS, Gorbatchev, que l'on dit bien moins assuré de conserver son poste qu'il n'y paraît, tente désespérément de recoller les morceaux d'un empire qui se désagrège. La glasnost, se conjugue suivant des accents référendaires qui ne parviennent plus guère à convaincre le Soviétique moyen d'une issue favorable de la crise. Là encore, on peut redouter une intervention du KGB, de l'armée et des conservateurs.

L'Est est entré dans une ère de turbulences, propice à l'aventure. Démagogie et bondieuseries sont de rigueur. Preuve en est qu'Octobre 1917 ne s'est jamais fait ressentir au sens révolutionnaire du terme. La carte du fédéralisme libertaire, reposant sur la libre association des peuples et des individus devrait être la solution, pour peu qu'on s'y attache. La raison l'emportera-t-elle sur la mesquinerie nationalistre, conduisant à la guerre « patriotarde » ?

La Rencontre-débat anti-autoritaire, prévue pour le 22 mars, est reportée à une date ultérieure, pour des raisons techniques... Veuillez nous en excuser.

T 2137 - 820 - 10,00 F

CONFERENCE DE PAIX INTERNATIONALE

Une mystification

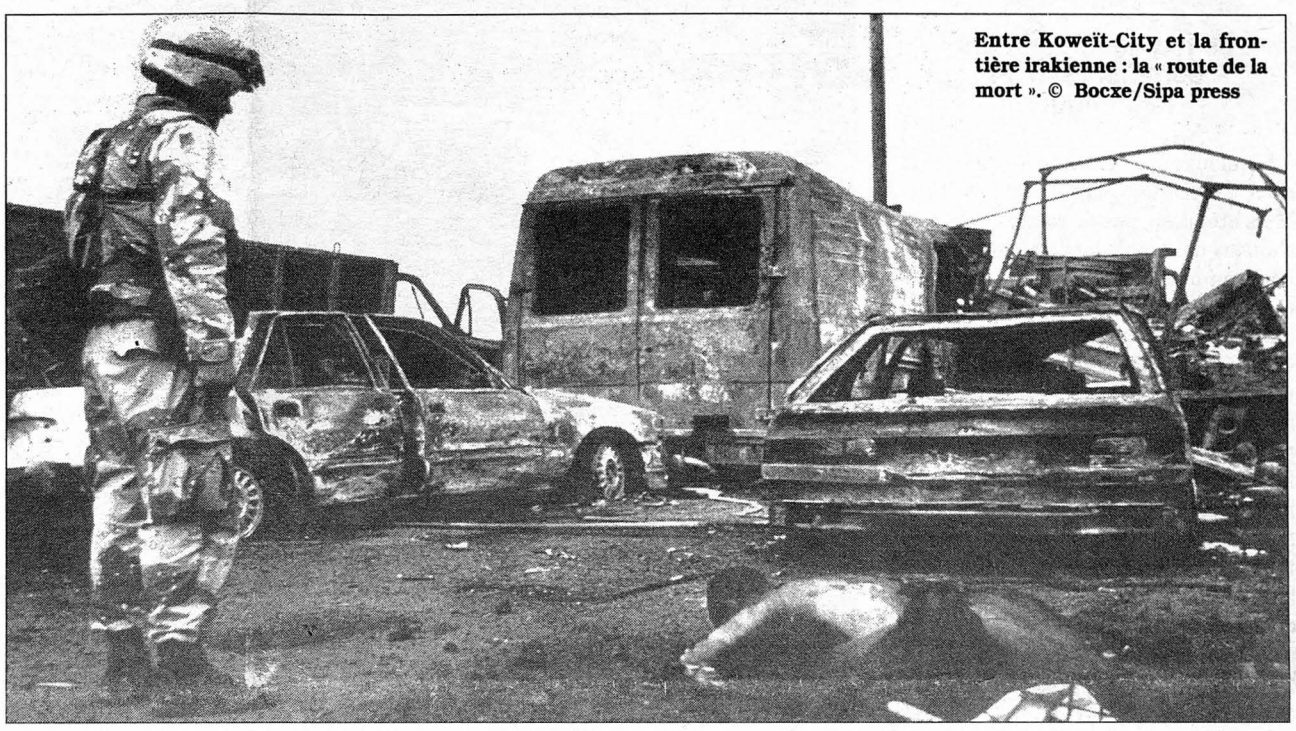
Ça et là, lancée par les pacifistes désemparés ou par les hommes politiques bien préparés, l'idée d'une conférence de paix internationale nous est présentée comme la formule qui permettrait enfin au vieux monde de se sortir de l'ornière moyen-orientale où il s'est ensablé. Comment ne pas être séduit ? Une conférence, ce serait mettre à la même table les ennemis d'hier, débattre, argumenter, résoudre ensemble. La paix, ce serait fournir une preuve de bonne volonté après les massacres, offrir une perspective radieuse aux foules ensanglantées. L'internationalisme, ce serait réunir les peuples, se pencher sur le sort des minorités nationales.

Mais tout cela n'est que supercherie. Depuis l'époque où le stalinisme nous fut décrit comme le modèle du socialisme et depuis l'instant, plus récent celui-là puisqu'il date de la chute du mur de Berlin, où l'on nous prétendit que c'était le communisme lui-même qui faisait faillite et non son imposture, il n'y a pas eu plus grand mensonge offert à ceux qui sont soucieux d'émancipation. Simplement, le rythme de propagande s'intensifie, preuve désormais que le monde entre dans une période de turbulences. Une conférence de paix internationale, quelle qu'elle soit, ne résoudra en effet aucun problème de façon durable. Pour plusieurs raisons.

L'inéluctable échec des traités

En premier lieu, il ne faut pas oublier que ce sont ceux-là mêmes qui ont déclenché la guerre qui vont préparer ce qu'ils appellent la paix. L'un des rares succès de l'ONU depuis sa création n'est-il donc pas, jugé à l'aune de l'unanimité, d'avoir décidé, voté, mené la guerre du Golfe ?

Une étude, même rapide, de l'histoire nous montre ensuite que tous les traités de paix, sans aucune exception ou presque, ont en réalité instillé les gouttes de poison qui déclenchèrent les nouvelles guerres. La guerre franco-prussienne de 1870 n'est-elle pas la lointaine héritière du traité de Vienne de 1815 ? La première guerre mondiale n'a-t-elle pas pourri sur le fumier de 1870, l'affaire de l'Alsace-Lorraine, l'effritement de l'empire austro-hongrois et la concurrence coloniale ? Le traité de Versailles de 1919 n'a-t-il pas ouvert la voie à la réaction fasciste ou nazie, et donc à l'affrontement guerrier de 39-45 ? Au Moyen-Orient, le traité de Lausanne de 1923 qui effaça le traité de Sèvres de 1920 en passant sur le cadavre des Etats arméniens et kurdes n'a-t-il pas dépeçé l'ancien empire ottoman au profit des grandes puissances occidentales et des nationalismes locaux pour aboutir à la situation actuelle ? N'a-t-il pas imposé ces frontières tracées au cordeau dans les couloirs des ministères des Affaires Etrangères britannique (26 % des 14 000 km des frontières de l'ancien empire ottoman), français (16 %), russe (14,5 %) ou turque (29 %), ces limites pour ou contre lesquelles les Etats se battent en ce moment même ? Les traités de Potsdam et de San Francisco issus de la conférence de Yalta ne nous ont-ils pas valu la guerre froide sur le front européen et la guerre directe sur les fronts du Vietnam, de l'Afrique ou de l'Afghanistan depuis cinquante ans ?



Entre Koweït-City et la frontière irakienne : la « route de la mort ». © Bocxe/Sipa press

Loin de résoudre les problèmes, une conférence de paix internationale penchant fatalement dans un camp plutôt qu'un autre, se résignant parfois à des compromis bancaux qui ne satisferont personne, attisant le ressentiment des masses arabes, flagornant la prétendue victoire des Occidentaux, ne fera que poser les germes des conflits ultérieurs.

En fait - et c'est bien là le fond de la question - les traités ne sont que la conséquence des rapports de force instaurés sur le terrain. Ce sont les plus forts qui imposent leur politique, en fonction de leurs intérêts. C'est l'acte, le fait, qui précède le droit et non le contraire. La prétendue défense du prétendu droit international invoqué dans le conflit du Golfe suffit à nous rappeler cette élémentaire évidence sur laquelle les anarchistes fondent leurs analyses et leurs actions : la structure politique de l'Etat, la structure économique du capital et la structure idéologique de la religion constituent autant de machines de guerre, d'oppression et d'exploitation. Leur confier les moyens d'instaurer la paix revient à leur demander de se suicider. Y croire ne fait qu'accroître la légitimité que leurs dirigeants prétendent retirer des peuples.

(suite en page 2)

CONTRE LA DOUBLE PEINE

1991, année de la justice pour qui ?

« Ceux qui commettraient la faute, par voie de délinquance de s'écarter des intérêts de notre pays, doivent subir la loi que subirait tout Français dans la même situation, mais non point avec une exclusion supplémentaire. »

François Mitterrand, Assises nationales sur les Nouvelles solidarités, Sorbonne, le 9 janvier 1989.

Sous couvert d'« intégration » peut-on bafouer les droits des résidents étrangers en France ? A ce jour, des milliers de résidents étrangers en situation régulière, des pères, des mères de famille et des jeunes issus de l'immigration, ayant commis un délit se voient frappés à la fin de leur peine d'incarcération, d'une deuxième peine : l'interdiction définitive ou temporaire du territoire français. Et ce, sans tenir compte aucunement de leurs attaches en France. le Français paie une fois, les étrangers paient deux fois, voire trois : prison, expulsion et désintégration de leur cellule familiale.

Dès l'enfance, une politique d'exclusion et de discrimination (qui touche des fractions importantes de la population quelle que soit sa nationalité) est appliquée à l'égard de ces condamnés dont les 3/4 sont issus des banlieues-ghettos et des quartiers laissés à l'abandon. Ils vont dans des écoles, lycées, LEP délabrés, aux classes surchargées, avec des professeurs dépassés par l'ampleur des dégâts.

Les structures sociales, sportives et culturelles ferment aux heures de bureau. Après 6 heures, les jeunes errent sous les porches des bâtiments pour tuer le temps, et avec le temps, l'ennui.

Sans argent, allez vivre, et ne pas commettre d'infractions ou de délits passibles de l'emprisonnement.

Dans le même temps où des élus s'auto-amnistient pour des milliards de francs détournés, d'autres se retrouvent enfermés et expulsés pour des délits liés à leur situation sociale. Ils votent des lois qu'ils transgressent tous les jours sans être punis, d'autres les payent en années de prison.

Les maires, députés, préfets connaissent la situation des banlieues mais plutôt que de créer les infrastructures nécessaires (logements, centres d'accueil, écoles...), ils préfèrent construire des prisons et mettre en place des politiques d'abandon accompagnées d'une répression policière (flicage, îlotage...).

Mais au fait, combien a coûté la guerre ?

Des années ont passé, le droit de nos parents (qui ont construit la France), à vivre dans la dignité a été bafouée. Aujourd'hui, il est temps que l'hypocrisie cesse ! Cela fait longtemps que nous avons déposé les valises. mais si nous, frères, sœurs, cousins, amis, laissons faire, personne ne bougera à notre place...

Comité contre la double peine
40, rue de Malte, 75011 Paris

Contre la double peine manifestons le 23 mars, à 14 h, à partir de la place de la République en direction du ministère de la Justice, place Vendôme.

LA CONFERENCE DE PAIX INTERNATIONALE

une mystification

(suite de la Une)

Il faut également renoncer à l'autre naïveté qui consiste à croire que ce slogan de conférence de paix internationale repris par les pacifistes part d'un bon sentiment. Je parle des dirigeants pacifistes, des partis qui s'en revendiquent pour le moment. On peut distinguer deux mouvances à cet égard, la mouvance communiste et la mouvance catholique.

Le jeu des pacifistes communistes et catholiques

La mouvance communiste a joué la carte d'un certain engagement pacifiste. Mais attention, pas de vagues ! Ces spécialistes du double langage nous ont de nouveau montré qu'il y avait une différence entre les discours prononcés à la tribune, encore furent-ils bien pâles souvent, et les actions menées sur le terrain. Le but n'était pas seulement de faire illusion, ni même de se refaire une santé militante en pompant de nouvelles forces sur le terrain de l'indignation humaniste, mais aussi - et ce fut de plus en plus évident de jour en jour - de soutenir la politique soviétique, elle-aussi faite de double jeu. En effet, d'un côté les dirigeants gorbatcheviens se sont ralliés à leurs homologues américains en échange de leur propre intervention militaire dans les pays baltes, et parce qu'ils n'avaient guère les moyens économiques d'adopter une autre politique. De l'autre, ils ne sont pas fâchés de la tournure des événements qu'ils ont facilement pu prévoir sinon accélérer. La déstabilisation de l'Irak, l'intervention de l'Iran, voisin avec lequel ils doivent depuis toujours s'arranger, ne peuvent que leur être profitables à terme. Le tout, en parlant de paix, bien sûr, au niveau diplomatique international et par le biais des partis communistes dans les pays occidentaux.

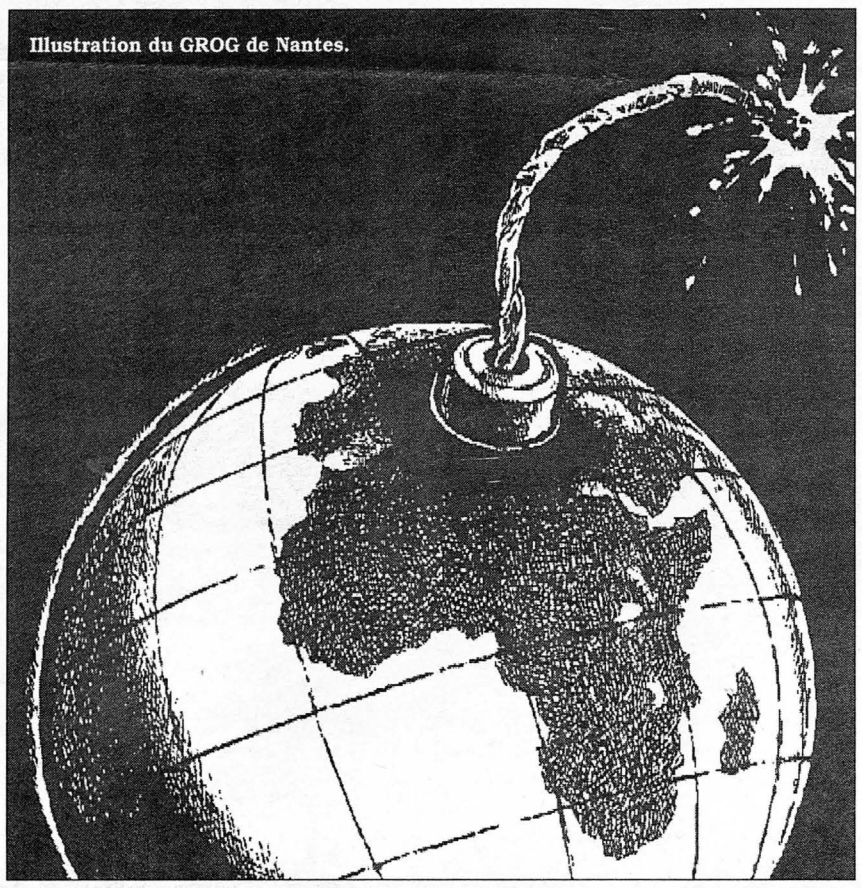


Illustration du GROG de Nantes.

A ces partis communistes traditionnels, et non moins traditionnellement alignés sur les positions moscovites même si les apparences deviennent plus floues en ces temps de soft-idéologie, s'adjoignent les poussières de la comète gauchiste, toujours à la remorque du grand frère ouvrier, ou de ce qu'il en reste, toute heureuse de retrouver dans l'Etat américain le fétiche du grand satan dont elle a besoin et dans le mythe des peuples du tiers monde à défendre l'alibi idéologique et la lutte par procuration qui pallient ses propres insuffisances théoriques et militantes.

La mouvance catholique, à laquelle s'amalgament les socialistes humanistes et anti-communistes, les néo-cléricaux de la CFDT, les centristes d'hier, les centristes d'aujourd'hui convertis dans l'intégrisme naturaliste en la personne des Verts ou dans l'idéologie *droidlom* façon SOS-Racisme, cette mouvance-là joue son rôle habituel de berceuse.

La clairvoyance est déjà un acte

La conférence de paix internationale, quel beau slogan que voilà pour elle ! Quelle belle manière de conforter la délégation de pouvoir, de confier à d'autres le soin de résoudre les problèmes ! Quelle nouvelle occasion de créditer le mythe de l'Etat bénévole, médiateur, neutre ! Quelle habile façon de favoriser l'idéologie inter-classiste et pseudo pacifiste de l'Eglise catholique, de favoriser le rôle géopolitique du Vatican qui consiste désormais à soutenir toute religion, même l'Islam, afin de conserver le pouvoir de sa propre religion ! Tous les gogos, les naïfs bien pensants plus prompts à soutenir les combats lointains qu'à lutter là où ils vivent et où ils travaillent, tous les magouilleurs de petits pouvoirs locaux et de petite satisfaction idéologique sur fond de mauvaise conscience sont prêts à tomber dans le panneau.

Que peuvent faire les anarchistes dans ces conditions ?

Il s'agit déjà de dénoncer la supercherie. La lucidité est une force, une exigence. C'est un acte. C'est même la condition nécessaire pour que la minorité clairvoyante d'aujourd'hui prétende à devenir une minorité agissante : il s'agit de rappeler clairement dans quelle perspective nous plaçons nos idéaux, notre combat. Sur la guerre du Golfe, les événements ont montré que la position des anarchistes était loin d'être ridicule ou repoussée, bien au contraire. Nous avons rassemblé des individus sur notre conscience, sur notre analyse et sur notre engagement résolu.

Nous ne sommes pas sans contre-propositions, enfin : plutôt que de signer des chèques en blanc aux politiciens et aux diplomates, nous pouvons lutter ici et maintenant sur notre terrain contre la production et la vente des armes faites par l'Etat français, contre l'idéologie militariste, pour l'objection de conscience. Petites choses, dira-t-on. Non. Manière de reposer les problèmes dans le bon sens, de rappeler la position de l'individu et du travailleur dans sa propre société, de montrer que la guerre se poursuit, sous d'autres formes aussi. Sans quoi, toute pleunircherie pacifiste n'est que verbiage et impuissance.

Philippe Pelletier

"LA PAIX IMPOSSIBLE" (1919), extraits

Il est indispensable de se référer à l'histoire pour comprendre ce qui s'est passé et ce qui se passera encore. La mémoire est notre principal outil pour se réapproprier les expériences de nos propres prédecesseurs et pour réaliser notre propre émancipation. Le texte qui est proposé reste ainsi d'actualité. Il fut écrit en 1919 par Pierre Monatte (1881-1960), syndicaliste révolutionnaire de la CGT, participant au congrès international anarchiste de 1907, fondateur de La Vie Ouvrière en 1909, traité de défaitiste par les réformistes de la CGT parce qu'il prédisait la conflagration de la première guerre mondiale, et bref militant du Parti Communiste (adhérant en 1923, exclu en 1924).

Philippe Pelletier

« Que sortira-t-il de la conférence de la Paix ? Il n'est que trop facile de la prévoir. (...) La conférence travaille en petit comité, dans les ténèbres. Les délégués, ce sont les gouvernants eux-mêmes qui se sont eux-mêmes désignés. Les peuples n'ont rien à dire, rien à savoir, rien à faire qu'à attendre quand c'est le sort du monde qui se règle. Où est donc la démocratie ?

Au moins le sort des petites nations, ce but premier et si souvent affirmé de la guerre, sera-t-il justement et définitivement réglé ? Ce problème des nationalités, auquel se sont raccrochés les socialistes de l'Entente traîtres au socialisme, sera-t-il résolu ?

Il suffit pour répondre de regarder ce qui se passe en Europe. On ne voit que conflits partout et souvent des batailles. La guerre continue. Libérés de demain sont déjà des ennemis. Les Polonais sont aux prises avec les Tchèques, les Serbes avec les Roumains, les Grecs avec les Italiens, les Yougoslaves avec les Italiens. Chacun veut occuper tout de suite, sans discussion, le territoire qu'il revendique.

(...) "L'Amérique veut observer une attitude d'absolue neutralité dans le conflit imminent italo-yougoslave". Comme cette dépêche ressemble à celle des premiers temps de la guerre ! Cette fin de geurre ressemble odieusement à son début. Dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, les délégués discutent sans fin. Ils sont aux prises avec leurs marchandises, avec les traités secrets par lesquels ils se sont déjà réparti des territoires convoités. La justice n'a pas droit d'entrée.

(...) Les nations opprimées ne seront pas définitivement libérées parce que ce n'est pas pour cela qu'on a fait la guerre. Les Alliés se sont intéressés au sort des petites nations assujetties au joug autrichien parce que c'était un moyen d'affaiblir l'Autriche. Si elles avaient voulu vraiment cette libération, elles auraient commencé par faire chez elles - où c'était facile - ce qu'elles prétendaient aller faire ailleurs. Nulle petite nation n'a affirmé plus clairement ni plus tenacement sa volonté d'indépendance que l'Irlande. Le gouvernement anglais songe-t-il à la libérer ? Il n'y paraît guère.

Après avoir beaucoup discuté, comme il faudra aboutir, la conférence s'arrêtera à des solutions moyennes qui ne satisferont aucun des adversaires et exaspéreront les antagonismes. Créées dans de telles conditions, les nations nouvelles seront une source perpétuelle de conflits, et, si on se rappelle comment la sorte de Ligue des nations constituées jadis pour garantir la paix dans les Balkans s'acquitta de sa besogne et comment elle échoua, on est obligé de conclure que la paix nouvelle sera bien précaire.

(...) Finalement, la paix de demain ne se différenciera guère des paix d'hier. On la flanquera d'une Ligue des nations pour donner satisfaction à "l'idéologie", pour donner aux peuples l'illusion qu'on a fait quelque chose de grand et de nouveau (...) et, si nous n'y prenons pas garde, elle pourra facilement devenir un moyen de défense de la réaction internationale.

Quoi qu'en ait dit le président Wilson, et peut-être contre sa volonté, le traité de Versailles ressemblera comme un frère au traité de Vienne. »

Pierre Monatte

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

REFLEXION

Le chômage encore et... toujours ?

Les chômeurs, expulsés d'une société avant tout productive, impuissants du fait de leur dispersion et du peu d'intérêt qu'ils représentent, que ce soit pour les syndicats officiels et les divers partis politiques - mis à part pendant les élections, bien sûr. Ces derniers mois, ils ont été oubliés dans une actualité très chargée. Il y a des « coïncidences » heureuses. Mais les chômeurs et le chômage restent un des problèmes majeurs de cette fin de siècle. Tout le monde le pense, et bien tant mieux ! Des solutions sont proposées par les divers gouvernements qui vont et viennent... Solutions en rien radicales et pas vraiment efficaces. Apparemment nos gouvernements ont un problème ; à voir leurs solutions cela paraît évident : une croissance qui se voudrait plus forte par la diminution des impôts sur les bénéfices et les charges sociales, de quoi enchanter les patrons et actionnaires. L'argent perdu, il faut le récupérer ailleurs, où ça ?

Des actions dites sociales, des travaux d'utilité collective, des aides à domicile, des stages... voilà autant de fausses solutions que l'on propose au chômeurs. Fausses solutions qui ne font qu'augmenter encore plus la précarité de toute une tranche de la population, ces dernières années. Rappelons que le salaire moyen en France est de 6 000 francs, de plus le nombre des smicards a doublé dès 1984-1985. Il n'y a vraiment pas de quoi faire les malins dans une région lointaine par rapport à la capitale mais riche en énergie fossile : la Lorraine.

Chômage : les solutions sont ailleurs

Le nombre des sous-emplois destinés aux « nouveaux pauvres » continue sa progression et semble s'installer durablement. tant qu'aucune solution, vraiment sérieuse, ne sera proposée, le nombre de sans-emplois - disons plutôt de sans-ressources - ne diminuera pas, au contraire. Mais peut-on compter sur un gouvernement quelconque pour résoudre ce drame. Le peut-il ? Le veut-il. Si oui, cela voudrait dire, l'application d'une gestion nouvelle, inadaptée au cadre étatique... Problème ? Où alors ont ne change rien et on limite les dégâts en créant un conflit, puisse une guerre de temps en temps ; politique, autrefois, connus sous le nom de capitalisme et de nos jours rebaptisée économie de marché. Bien sûr le chômage ne baissera jamais ainsi. A moins d'envoyer tous les chômeurs se faire tuer au « champ d'honneur », car même avec une croissance forte, presque impossible, il faudrait créer entre 400 000 et 600 000 emplois par an. En France, dans les années 68-73, le pays connaissait une croissance exceptionnelle et la création d'emplois de l'ordre de 200 000 par an (1). On le voit, les solutions sont ailleurs. Et l'anarchisme ?

Emmanuel Pierron

(1) *Alternative économique*, octobre 1986.

Souscription

Les éditions du Monde libertaire lancent une souscription en vue de la publication des deux prochains ouvrages :

— *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*, René Berthier. Prix de souscription : 90 F. Parution en juin 1991 ;

— *Ecrits sur le fascisme* (dont *La Contre-révolution préventive*), Luigi Fabbri. Prix de souscription : 110 F. Parution en octobre 1991.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Pour que le CAES vive !

Depuis l'occupation, en 1981, de la caserne désaffectée de Ris-Orangis, vous fréquentez ce lieu unique en France qu'est le Centre autonome d'expérimentation sociale (CAES), vous le voyez créer et accueillir de multiples activités en prise avec des questions bien actuelles : habitat autogéré, amélioration du cadre de vie, expression artistique et action culturelle, activités économiques et sociales.

Habitat permanent (60 habitants), hébergement de passage et d'urgence (des centaines de personnes), salles de concerts, ateliers de création artistique, studios d'enregistrement et de répétition, école de musique, accueil de cirques internationaux, café musical et théâtral (plus de 300 concerts et événements culturels), accueil d'handicapés, associations, entreprises et ateliers artisanaux (40 emplois), chantiers internationaux, stages d'insertion...

Le CAES poursuit ses travaux de rénovation et s'apprête à signer un bail légalisant son occupation. Il vient d'établir une convention avec des services ministériels qui voient dans notre expérience un modèle de prise en charge de leur de vie par des jeunes de la banlieue.

Cependant, plusieurs administrations territoriales menacent son existence ; suite au rapport de la commission de sécurité départementale qui a déclaré la non-conformité des bâtiments, un arrêté de police municipale nous interdit la poursuite de nos activités.

Ces démarches, jointes aux rêves immobiliers de quelques uns, nous font craindre l'explusion du CAES et ceci à l'heure où les événements de Vaulx-en-Velin ont relancé le débat sur les phénomènes d'exclusion en zone urbaine.

Le CAES défendra son existence ! Pour cela nous avons besoin de vous !

CAES

N.B. : CAES, 1, rue E.-Bonté, 91130 Ris-Orangis.

Amis lecteurs

Toujours à la recherche de financements amicaux afin d'équilibrer ses comptes sans avoir recours à la corruption publicitaire - plutôt mourir! - nous renouvelons notre appel à la solidarité pour un hebdomadaire indépendant.

Souscriptions ponctuelles et prélèvements automatiques restent les deux formules pour nous aider au-delà de l'abonnement.

Non parus dans notre dernier « Amis lecteurs », voici les totaux recueillis en 1990 :

Souscriptions : 77 406 F

Prélèvements automatiques : 24 121 F

Total global : 101 527 F

Souscriptions de janvier 1991 :

Gr A. Camus (45 F), H. RICHARD (60 F), GUIGOURESE B. (200 F), LEONARD M. (60 F), FERRIE G. (60 F), GALBI F. (60 F), CHASSAING R. (210 F), LALLEMAN S. (110), TOURREILLES R. (60 F), EMERIAU (60 F), CHARRIOT J-L. (60 F), MILLE P.(60 F;.60 F), GOURDON P. (80 F), PIERRON E.(60 F), ECIVAL L.(60 F), QUAREZ R.(60 F), OLMO A. (60 F), KLIMON E. (110 F), ROSTAING B. (60 F), GAVEL G. (60 F), TCORBADIEFF N. (500 F), JEANNOT A. (60 F), GRATET G. (60 F), LACROIX J-F. (60 F), LAPEYRE P. (500 F), BES P. (100 F), REY C. (60 F), FOSSE R. (60 F), PORRE T. (60 F), BERTHELOT (60 F), BREST (1000 F), FERIOT R. (60 F), LOUVARD C. (310 F), TOUZEAU S. (60 F), BOUDOT D. (60 F), DUFERMONT E. (60 F), BICHON R. (50 F), TEJEDA A. (60 F), BERNARD L. (30 F), MARTIN J-J. (60 F), LEGUEN A. (60 F), BILANGE P. (156 F), REYNIER D. (60 F).

Total des souscriptions de janvier : 5 141 F.

Souscriptions de février :

RYNKIEWCZ A. (60 F), ANONYME (182 F), MATA J. (60 F), ROBERT F. (60 F), AUGUSTE P. (100 F), BERNARD M. (60 F), MASSARD J-J. (60 F), ZANTAIN R. (60 F), FERIOT (60 F), BORROZ F. (710 F), VIGUIE J. (60 F), SALOME J-D. (60 F), ANONYME (8 000 F), FLORES L. (60 F), GIAUFER G. (60 F), LE HEN J-P. (60 F), LESUR W. (200 F), PREVOTEL M. (60 F), ANONYME (100 F), CARRON G. (60 F), GUIMOU DE LA TRONCHE (200 F), CANTACOUBE A. (100 F), LAURENT P. (200 F), AUGUSTE P. (60 F), PHILIPPO J. (60 F).

Total des souscriptions de février : 10 752 F.

Virements automatiques mensuels :

A. CABANETTES (100 F), M. SANCHEZ (50 F), gr. BERNERI (150 F), P. BOUEY (80 F), J. CORNIC (10 F), D. COSTES (50 F), G. ESCOUBET (50 F), L. FERNANDEZ (50 F), GIRAUD-CHAVIGNER (300 F), gr. de ROUEN (50 F), G. MILLOT (20 F), J. ETCHEGOREN (100 F), G. PIVERT (25 F), L. MAGLIONE (200 F), G; MAYER (50 F), J-F. RETOU (100 F), D. CORDELET (30 F), J. SAINTIER (75 F), gr. P. BESNARD (150 F), gr. SEVRAN-BONDY (100 F), gr. SACCO-VANZETTI (100 F), Y. PEYRAUT (100 F), P. BAZIN (200 F), T. VILLALBA (100 F).

Total des virements pour deux mois : 4 480 F - frais = 3 944 F.

Les administrateurs

FEMINISME

Le passage du témoin

Ancienne militante du Planning, Solange Duclos s'exprime pour exhorter les femmes à reprendre le flambeau des luttes féministes, à l'heure où planent de sombres menaces intégristes sur le droit à l'avortement.

Les militantes actuelles de la nouvelle vague du Planning familial ont bien du mal. Nous, les anciennes militantes, nous leur avons laissé un drôle de cadeau. Lors du passage de la loi Veil, en 1975, pour le droit à la contraception et à l'avortement, le combat fut impitoyable et violent. La société était bloquée, verrouillée par une suite de privilèges.

Les femmes vivaient dans un espace où leur corps ne leur appartenait pas. Depuis des générations, la mémoire de la femme transmettait à la future femme ces messages : « interdit, non repéré, violence, ne sait pas, ne peut pas ». Le droit de vivre dans la dignité nous était refusé, et les conséquences en étaient l'aliénation et la peur.

Cela était intolérable. Nous avons lutté avec détermination. Ce qui paraît normal, aujourd'hui, l'est devenu hier seulement. On appelle cela le progrès.

Il y avait quand même des réticences, quelques pailles dans le passage du témoin. Le Planning familial a été consulté pour élaborer avec le Parlement, le projet de loi. Quelques militantes ont voulu, à ce moment, rentabiliser leurs années de militantisme, obtenir quelque chose, après toutes ces années de lutte. Le résultat a été qu'elles ont pu s'insérer dans la structure médicale, pour cet incroyable entretien de dissuasion, avant l'avortement. Les militantes du Planning n'ont pas eu le courage de saborder le Mouvement. De ce fait, les femmes ne sont pas libres de leur choix. Ce droit n'est pas un droit. C'est la porte ouverte à toutes les manipulations.

Un verrou fondamental qui aliénait la femme n'a pas encore sauté. La nouvelle génération de femmes rame dans cette difficulté. Nous nous devons d'aller plus loin. Cet entretien préalable à l'avortement doit être supprimé. Il constitue une honte et une atteinte à la dignité humaine.

Qui peut se croire habilité à recevoir une telle demande de la femme en difficulté, et exercer sur elle des pressions inadmissibles ?

Ceux-là qui sabotent le matériel médical dans les centres d'IVG inventent des sociétés écrans pour mères en détresse (« Mères de miséricorde », « SOS-tous-petits »...), autant de sociétés de « trafics de fonds » non contrôlées... Ceux-là qui trafiquent la vie, la vendent, l'achètent, la réduisent. Ils trichent avec le masque de la bonne conscience, et la bénédiction du clergé. Comment peut-on encore supporter de ces gens-là une pareille violence, une pareille folie réactionnaire ?

Le temps du combat, du vrai droit, va-t-il se lever pour les femmes ou allons-nous enterrer, comme ailleurs, ces quelques années de liberté ? N'est-il pas temps d'aller dans un nouvel espace de vie pour y inscrire un rapport différent et meilleur à la réalité ?

Le passage du témoin doit devenir ce que les femmes actuelles ont décidé ce qui est nécessaire pour elles.

Solange Duclos
(ex-militante du Mouvement français pour le Planning familial)

LIVRE

NMPP, la chute

Les Nouvelles Messageries de la Presse parisienne sont le théâtre d'une mini-révolution dans ce fief syndical de la CGT : la démission du secrétaire fédéral de la FILPAC-CGT, Christian Lelièvre. Celle-ci étant intervenue à la « demande expresse » de la CGT et de la FILPAC (1).

Les syndicats parisiens, réunis quelques jours après, déclaraient dans un communiqué : « le secrétaire du CILP a rendu compte aux militants du Comité intersyndical des informations qui lui ont été exposées par une délégation de la CGT et de la FILPAC-CGT accompagnée des experts-comptables qui ont examiné le dossier de la COGESELP, filiale de l'ancien comité d'établissement des NMPP.

« *Il est ressorti de cette étude que Christian Lelièvre a failli et que son comportement ne correspond pas à l'idée que la CGT se fait de ses militants.* »

Il y a quelques semaines on se demandait pour qui allait souffler la tempête dont on décelait les prémisses. Aujourd'hui un secrétaire du Livre-CGT est pris la main dans la caisse et contraint de démissionner... Lamentable affaire pour ceux qui prônaient une action « pure et dure » qui devait fustiger le « réformisme tapis-vert » des syndicats parisiens... (2).

Jusqu'ici, à l'heure où ces lignes sont écrites, les médias ne se sont pas encore emparés de cette affaire, aubaine de propagande antisyndicaliste que leur offre sur un plateau un certain bureaucratisme corrompu. Mais *le Quotidien de Paris* annonce des licenciements et la Socpresse (groupe du papivore Hersant) aurait un trou de plusieurs centaines de millions, car la guerre du Golfe si elle a fait « vendre du papier » a entraîné aussi un marasme publicitaire. On ne s'en fait pas pour eux, on est plus inquiets de l'avenir syndical et professionnel des travailleurs du livre. Avec la bourrasque qui se prépare il va falloir serrer les coudes et réapprendre la solidarité. Sans oublier de débattre sur l'avenir de la distribution de la presse.

Sitting Bull

(1) C'est-à-dire que la direction confédérale et celle de la fédération du Livre ont demandé sa démission.

(2) Dans la fédération du Livre, la section des NMPP était le fer de lance de la tendance « khmers rouges ».

EN BREF

CREATION

Le jeudi 21 mars, à 20 h, à la CNT (33, rue des Vignoles, 75020 Paris) se tiendra une réunion d'un collectif alternatif (anarchistes, écologistes, squatters...) visant à la création d'une agence de presse alternative. Toutes les personnes intéressées par ce projet sont les bienvenues.

NOUVELLES DES PACIFISTES CLERMONTOIS EMPRISONNES

Les cinq pacifistes, qui lors du déclenchement de la guerre avaient jeté une bouteille incendiaire contre les grilles d'un bureau d'information et de recrutement de l'armée à Clermont-Ferrand, sont repassés en procès, à leur demande, le 20 février dernier.

Dépourvus, à leur demande, de comité de soutien, ils ont vu leur peine de trois mois de prison ferme confirmée, augmentée de trois mois avec sursis et de dix-huit mois de mise à l'épreuve. D'après leurs copains, qui ont pu les voir en prison, ils semblaient soulagés (*sic*) de ce verdict !

Souhaitons les voir vite dehors, ces victimes de la sale guerre.

GAEL (Clermont-Ferrand)

L'APRES-GUERRE

L'insurrection irakienne

L'Irak en passe de désintégration ? A la suite de sa défaite, Saddam Hussein est en proie à une révolte généralisée d'une opposition trop longtemps contenue. Impavides, les coalisés assistent au bain de sang intérieur en comptant les points. Eyad, journaliste irakien opposant au régime du Baas, nous présente les forces en présence.

***ML :** Qui sont les acteurs des soulèvements populaires en Irak ? Peux-tu définir l'opposition au régime irakien ?*

Eyad : L'opposition irakienne a toujours existé. Elle a vécu dans la clandestinité totale pour échapper à la répression. Citons d'abord la force kurde (1), assez bien organisée politiquement et militairement, que Saddam Hussein n'a jamais pu écraser et contre laquelle il a utilisé l'arme chimique. Il y a aussi le Parti communiste irakien, surtout basé au Nord mais présent aussi au Sud et dans le Centre. Un PCI qui est assez affaibli par la répression. Il y a des dissidents du parti Baas, les nassériens et les nationalistes de toutes obédiences. Ce sont des petits groupes présents au sein de l'administration et de l'armée. Ils ont une forte représentation à l'extérieur du pays. Les partis politiques chiites sont pour certains récents, d'autres moins. le parti chiite le plus important est Al Daawa (« L'appel »), créé en 1959 par les dignitaires religieux. Il était bien implanté dans de nombreuses villes du Centre et du Sud.

Une opposition diversifiée

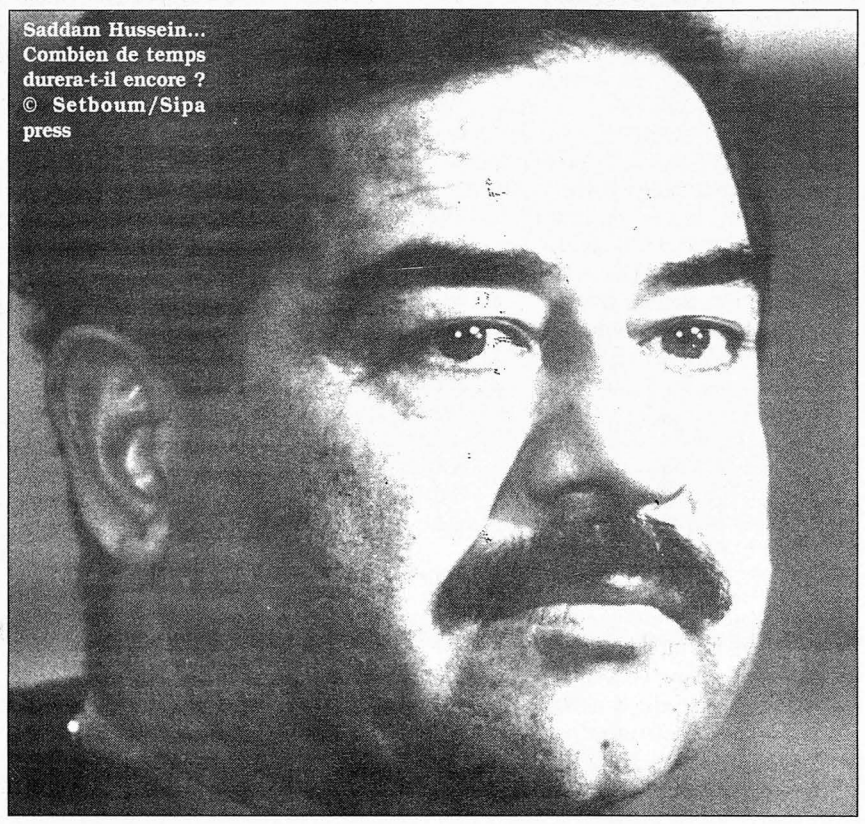
***ML :** Les médias ont comparé le régime irakien au nazisme, ce qui paraît contradictoire avec cette apparition d'un mouvement de masse oppositionnel.*

Eyad : Dans la littérature journalistique, un certain nombre de sociologues, dont Alain Touraine, ont tenté de vulgariser leurs thèses sur le totalitarisme communiste et sur les régimes latino-américains. Ces recherches sont peu axées sur les réalités de l'Irak. L'Occident n'a jamais écouté les appels des opposants irakiens. Aujourd'hui, il en rajoute pour des raisons hypocrites, en utilisant les victimes de Saddam Hussein, trop agité pour les Américains. Le « monde civilisé » propose à l'opposition d'anéantir le tyran et pour ce faire détruit le pays ! Tout le travail accompli par les Irakiens depuis trente ans a été rasé et après des marchés seront conclus pour reconstruire en échange du pétrole !

***ML :** Qui organise la révolte chiite ?*

Eyad : Al Daawa est un parti qui a une longue tradition politique, mais qui a aussi une vision propre de la société irakienne. Il touche les chiites. Mais l'Irak est un pays pluri-éthnique, composé d'Arabes, de Kurdes et de Turkmènes. Les Arabes représentent 65% de la population. Quatre-vingt pour cent d'entre eux sont chiites, les autres sont sunnites. Les Kurdes sont en majorité sunnites. Il y a aussi de fortes minorités chrétiennes.

Al Daawa ne représente pas tous les chiites, comme la Démocratie Chrétienne ne représente pas tous les catholiques italiens. D'autres partis chiites sont, en outre, apparus lors de la guerre contre l'Iran et avec la déportation de 200 000 personnes considérées comme étant d'origine iranienne vers l'Iran. Ces déportés haïssent Saddam Hussein et veulent rentrer en Irak. Certains partis se sont constitués parmi ces réfugiés en Iran, comme le Conseil supérieur de la Révolution islamique, dirigé par Mohamed Bakr El Akim, originaire d'une famille de notables religieux chiites très connue dans les villes saintes irakiennes. L'essentiel de cette famille a été assassiné. Mohamed Bakr El Akim, lui-même, a dû se réfugier en Iran. Il s'est raccroché à la contestation interne en Irak.



Saddam Hussein... Combien de temps durera-t-il encore ? © Setboum/Sipa press

Cependant, la révolte du Sud ne peut se résumer au chiisme. Il y a une mobilisation générale de toute la société et une participation de tous les partis, qui se sont réunis le 10 mars 1990 à Beyrouth, lieu neutre, dans un « comité d'action commun ». Même entre les partis politiques chiites, il y a des différences d'appréciation. Mais il y a un accord entre tous les partis de l'opposition sur des objectifs précis : abattre le régime de Saddam Hussein, rejeté par la population ; constituer un gouvernement de transition d'union nationale pendant un ou deux ans avec la liberté de la presse et la liberté d'organiser des associations politiques et syndicales ; refuser la notion de parti unique ; reconnaître et développer l'autonomie du peuple kurde ; donner des droits aux minorités confessionnelles et ethniques ; adopter une politique internationale non-alignée ; soutenir le peuple palestinien.

***ML :** Les partis chiites ne veulent-ils pas instaurer un régime de type iranien ?*

Eyad : Au départ, Bakr El Akim a déclaré qu'il y aurait une république islamique en Irak. Mais il a déclaré ensuite que le peuple irakien était souverain et décidera de son destin. Si les droits fondamentaux que l'opposition a énoncé sont effectifs, le groupe d'El Akim pourrait être élu mais ce sont les Irakiens qui décideront. Certes, il y a une situation confuse, des habitudes non démocratiques dans la société irakienne. Mais beaucoup de gens pensent qu'il faut avancer vers une société plus humaine, plus juste, plus tolérante.

On entend beaucoup parler de l'« humiliation arabe », mais celle-ci provient en premier lieu des gouvernants eux-mêmes. Voyez les assassinats et les tortures. Pour ces Etats arabes, l'individu n'a aucune valeur. Quand bien même les Occidentaux ont voulu instaurer des régimes maudits, des dynasties, au profit de leurs intérêts et de ceux d'Israël, l'humiliation ne réside, donc, pas seulement là.

L'opposition, chiites compris, reconnaît la diversité de la société irakienne. Prenons un exemple : au Koweït, il y avait de nombreux opposants irakiens, de toutes tendances, dont la plupart s'étaient réfugiés dans les marais du Sud de l'Irak après l'invasion du Koweït. Ils prennent une part active à l'insurrection actuelle dans le front commun de l'opposition. Il y a quatre tendances majeures : les islamistes (chiites et sunnites), les communistes, les nationalistes arabes, les kurdes. Un accord a été conclu entre elles en septembre 1990, après deux ans de discussions permanentes.

Le poids des chiites

***ML :** Des milliers de soldats auraient déserté ?*

Eyad : Des divisions complètes ont rejoint les insurgés. Une division basée à Mossoul a déserté avec son colonel sunnite pour se ranger auprès de la guérilla kurde. La garde républicaine, prétorienne, est féroce mais le rapport de forces est favorable aux insurgés. L'Irak est ruiné et dévasté. Une partie du territoire est occupée par les Américains. Il n'y a plus de réserves financières et économiques ni d'électricité ni d'eau potable... Saddam Hussein ne peut donner le minimum à la population. On craint un bain de sang car la garde républicaine a pilonné Bassorah avec de l'artillerie et des hélicoptères, qui n'ont jamais été utilisés contre les Américains. Le gouvernement doit tomber à Bagdad du fait du centralisme de l'Etat. Déjà, certains quartiers de la capitale se sont révoltés et ont été pilonnés par l'artillerie.

***ML :** D'où viennent les armes des insurgés ?*

Eyad : Au départ, ce fut une révolte spontanée. Par exemple, les femmes participent à la révolte kurde. Avec la débâcle de l'armée, les soldats sont rentrés chez eux avec leurs armes et circulaient dans la rue librement avec leurs Kalashnikov et leur RPG. Saddam Hussein, affolé par cette situation, leur a donné l'ordre de regagner les casernes. Peu ont répondu, et la plupart ont préféré rejoindre une insurrection qui devient politiquement organisée.

Les Occidentaux auraient voulu imposer à la place de Saddam Hussein un de ses proches ou un ancien dignitaire du parti Baas. Cette stratégie a échoué. L'opposition, ignorée par les coalisés, est écoutée de la population. L'Occident parle de révolte chiite pour diaboliser l'insurrection, affoler l'opinion publique internationale et faire accepter un Saddam Hussein doux.

Interview de Xavier Merville
(gr. Carlo-Cafiero)

(1) Les différents partis kurdes : Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), Union patriotique du Kurdistan (UPK), Parti socialiste du Kurdistan d'Irak (PSKI), Parti Populaire Démocratique du Kurdistan (PPDK), Parti socialiste Kurde (PASOK).

TEMOIGNAGE

Sous les bombes

Leïla était à Bagdad sous les bombes des coalisés le 16 janvier et les jours suivants. Aujourd'hui elle témoigne.

La journée du 15 était normale, mais nous attendions, inquiets. La plupart des gens avaient déserté Bagdad, mais nous n'avions reçu aucune consigne d'évacuation. Le 15, les administrations, la télévision fonctionnaient normalement jusqu'à minuit. On s'est demandé si les Américains n'avaient pas changé d'avis. Et puis, le 16, à 2 h 30 du matin, ils ont bombardé. L'attaque a duré jusqu'à 9 h. La radio, l'hôpital de mon quartier, les Postes et Télécommunications, les ministères de la Justice et des Affaires sociales, tout a été bombardé. Les habitations à côté ont été rasées. Nous n'entendions plus que des sirènes, des cris de femmes, des pleurs. Tout le monde essayait de se cacher. Nous ne savions quoi faire. C'était une véritable hécatombe. Je n'arrive pas à trouver les mots justes pour expliquer cette nuit de cauchemar.

Les jours suivants, les bombardements étaient continuels. Les avions partaient et revenaient. De 4 h de l'après-midi jusqu'à 9 h, le lendemain, le pilonnage était incessant.

Tout le monde, enfin ceux qui le pouvaient, se réfugiait dans les abris... Le mot bunker n'est pas un luxe. Nous étions soixante dans quelques mètres carrés. Mais, avoir un abri était un privilège. Dans toutes les autres maisons, il n'y avait rien ; où alors, un seul abri pour plusieurs immeubles. Ainsi, dans celui de Hamrya on dénombra 1000 civils à l'intérieur. Huit-cent cinquante ont été tués sur place après le fameux bombardement. On nous a expliqué, par ailleurs, que ce bunker abritait des installations militaires et constituait un point stratégique que les Américains devaient détruire, mais c'est absolument faux. Nous n'avions aucun contact avec l'armée. Nous n'avions pas le droit de faire entrer quelque chose de dangereux à l'intérieur d'un immeuble ou d'un abri. Nous n'avons jamais vu d'armement ou de militaires à l'intérieur d'un abri.

On avait aussi des coupures d'eau, d'électricité et de gaz. On ne pouvait plus rien faire cuire. On ne pouvait plus faire de thé. Plus de lait pour les enfants en bas âge. Plus de médicaments dans les hôpitaux. Enfants, personnes âgées, mères, nous souffrions du manque d'hygiène et de nourriture.

A Bagdad, on respirait l'odeur de la poudre. On avait des brûlures dans la gorge. Les gens s'affolaient, pensant que c'était des bombardements chimiques. Seuls quelques responsables avaient la permission d'avoir des masques à gaz. Les gens commençait à s'énerver, à se révolter, accusant de tous ces malheurs les présidents et autres responsables de cette guerre...

Moi, j'ai eu de la chance. J'ai pu me sauver avec mes enfants. D'autres, par contre, on vu leur mari et leurs enfants disparaitre. Quand je suis parti de Bagdad, il y a eu au moins 4 800 enfants qui sont morts de faim, de manque de médicaments, du choléra ou de diphtérie.

« A Bagdad, on respirait l'odeur de la poudre »

J'ai dû me diriger vers la frontière la plus proche, à Bartaran, côté iranien. J'ai arrêté un automobiliste, en lui disant qu'il fallait me sauver, m'emmener à la frontière. Cela m'a coûté 200 dinars (4000 FF). Je n'avais pas visa. J'avais abandonné mon mari, qui ne pouvait pas quitter le pays. Il faut savoir que Bartaran est à 250 kilomètres de Bagdad. La route vers la Jordanie, pays situé à 750 kilomètres de la capitale, elle, était régulièrement bombardée. Les voitures de civils qui se sauvaient vers cette frontière avaient peu de chance d'y arriver.

A Bartaran, j'ai été accueillie dans un camp du Croissant-Rouge iranien. On avait préparé l'arrivée de réfugiés érythréens, somaliens, soudanais, égyptiens, mais pas d'Irakiens. Ces derniers n'avaient pas le droit de rentrer en Iran. Ils devaient rester à la frontière. Mon passage en Iran a pu se faire car je ne suis pas Irakienne. Je suis restée, là, deux jours sous une tente. C'était comme un camp de concentration. On n'avait rien à manger. Les enfants avaient froid. Il est vrai que je ne portais rien sur moi. Je suis partie de Bagdad avec à peine un petit cabas et quelques effets pour les enfants. On m'a obligé, moi et mes enfants à porter des foulards. Et c'est après quatre jours passés ici que j'ai pu faire intervenir mon ambassade pour mon rapatriement, dans un premier temps à Téhéran où j'ai passé un mois. Là, j'étais encore une femme seule, suspecte, venant de Bagdad. C'est ensuite que j'ai pu regagner l'Europe.

Propos recueillis par Alice au cours d'une émission spéciale de Radio-Libertaire

« Le Monde libertaire », journal sans publicité, a besoin de votre soutien, l'abonnement en est un... Merci !

La FA vous intéresse...

Les Relations intérieures de la Fédération anarchiste tiennent une permanence chaque samedi, entre 15 h et 17 h, au 145, rue Amelot (M° République ou Oberkampf), 75011 Paris

YOUGOSLAVIE

Bruit de bottes au sein de la Fédération

Les manifestations qui se sont déroulées à Belgrade du 9 au 14 mars, ont consacré la fin de « l'état de grâce » pour Slobodan Milosevic, président communiste, nationaliste et populiste de la République de Serbie. Son pouvoir semblait pourtant avoir été conforté lors des élections « libres » de décembre 1990, où seules les républiques de Serbie et du Monténégro (candidate à une annexion prochaine par la Serbie) avaient vu la victoire des communistes - nationalistes depuis l'arrivée du charismatique Slobo Milosevic aux commandes de la Ligue des communistes de Serbie.

Réunis, à l'origine, pour demander la fin de la mainmise de « Slobo » sur les médias de Serbie, les manifestants, après les violentes charges policières (2 morts et une centaine de blessés), ont demandé la démission du gouvernement serbe et en particulier du ministre de l'Industrie, qui avait appelé les ouvriers à aller « casser » les manifestations (ce qui n'est pas sans rappeler certains événements roumains). Aux cris de « *Slobo-liberté, la Serbie est avec toi* », que l'on pouvait entendre il y a quelques mois encore, ont succédé les cris de « *Slobo-Staline* » ou « *Slobo-Saddam* ». Regardant ces manifestations, on pouvait se réjouir en voyant pour la première fois émerger en Serbie un mouvement populaire contre « Slobo », certes, mais échappant aussi au contrôle des nationalistes de droite (royalistes et autres), tel l'hystérique Vuk Draskovic, mis en avant par la presse occidentale. On a même pu voir, lors des rassemblements estudiantins, qui pouvaient rappeler les manifestations de Bucarest et de Sofia (1), de jeunes alternatifs, brandissant des drapeaux noirs et que certains médias se sont empressés de qualifier d'anarchistes.

Cependant, les événements de Belgrade présentent aussi une face beaucoup plus sombre. Le déploiement des tanks de l'Armée populaire yougoslave, dans le centre-ville de la capitale, représente l'aboutissement d'un long processus engagé par l'armée, il y a quelques années, et consistant à prendre toujours plus de place sur la scène politique yougoslave. L'armée agissant de plus en plus comme un acteur indépendant du pouvoir fédéral en décomposition, qu'elle n'écoute plus.

Belgrade : « Libérez les emprisonnés ! ». © Chesnot/Sipa press

Chronique d'un coup d'Etat annoncé

La « grande muette » a commencé par participer activement aux débats politiques, donnant son avis sur tout. Après avoir tenté en vain de s'opposer au multipartisme l'armée a refusé sa dépolitisation, en créant son propre parti : la Ligue des communistes-Mouvement pour la Yougoslavie, se substituant ainsi à l'ancienne section militaire de la Ligue des communistes de Yougoslavie (l'adhésion semble pratiquement obligatoire pour les officiers). Ensuite, l'armée a voulu prendre part aux discussions sur l'avenir de la Yougoslavie, comme si elle représentait une septième république de la Fédération. Ses positions sont très proches de celles des directions des républiques de Serbie et du Monténégro, et elles peuvent se résumer par le slogan : « *sauver la Yougoslavie et le socialisme* » ; ceci, en défendant l'idée d'une fédération beaucoup plus centralisée qu'aujourd'hui. Les quatre autres républiques veulent, au contraire, plus d'autonomie pour les républiques dans leurs frontières actuelles et parlent de confédération d'Etats souverains.

Le 2 mars dernier, pour la première fois depuis son intervention au Kosovo, l'armée intervenait dans une opération de maintien de l'ordre : dans la petite ville de Pakrac, en Croatie, des blindés ont été déployés face aux unités de la police croate. Celle-ci, selon des informations ensuite démenties, mais auxquelles a été donnée une grande publicité était venue dans cette ville pour y « *massacrer la minorité serbe* » (selon les dernières informations, il n'y a eu aucun mort... Seuls quelques policiers croates ont été blessés). Une semaine après avoir menacé le pouvoir de la République de Croatie, l'armée était de nouveau dans la rue, cette fois à Belgrade pour soutenir le pouvoir de la République de Serbie.

Quelques jours plus tard, l'état-major proposait à la Présidence fédérale l'instauration de l'état d'urgence dans l'ensemble du pays, « pour des raisons de sécurité et pour éviter des conflits inter-ethniques ». Cette fois, la Présidence fédérale et collégiale a refusé, ce qui a aussitôt provoqué la démission du président yougoslave en exercice, M. Jovic, partisan de cette solution. Représentant la République de Serbie, au sein de la Présidence fédérale, très proche de l'armée depuis toujours, c'était lui qui avait décidé des deux interventions précédentes. Il se déclarait choqué par le « *manque de confiance dans l'armée* », qu'auraient exprimé les représentants des autres républiques, qu'il accusait de vouloir le démantèlement de la Yougoslavie. La Présidence ne votant plus comme le souhaitait la République de Serbie, la direction de cette dernière, qui contrôlait en principe quatre des huit votes, décidait alors de ne plus reconnaître la plus haute instance de l'Etat qu'elle prétendait vouloir sauver (2). L'armée, quant à elle, déclarait après ce refus qu'elle allait examiner la situation et voir quelles mesures elle allait prendre (!).

Cela, bien sûr, laissait la place à la plus complète incertitude sur la suite des événements. Mais il semblait que l'on n'avait jamais été aussi près d'un putsch, annoncé depuis des années, que ce samedi 16 mars, où la Yougoslavie s'est soudain trouvée sans Présidence et avec un grand vide institutionnel.

Pour justifier l'état d'urgence qu'elle veut instaurer, l'armée évoque toujours les menées séparatistes et les risques de conflits inter-ethniques. Il faut cependant signaler que contrairement au Caucase, il n'y a pas eu jusqu'à présent en Yougoslavie de conflits inter-ethniques armés. Les centaines de morts du Kosovo sont, à l'exception de quelques policiers, tous Albanais et victimes de la police ou de l'armée, qui en principe devaient défendre la minorité serbe contre les « terroristes séparatistes » albanais. Loin de les empêcher, l'armée aurait plutôt tendance à provoquer ces conflits inter-ethniques, prête à tout pour sauvegarder l'unité de l'Etat yougoslave, considérée comme une valeur en soi. En effet, il y va de la propre survie de l'Armée populaire yougoslave et du maintien de ses privilèges exorbitants, menacés en période de récession. Enfin, il faut signaler que les cadres de l'armée sont en majorité serbes, et que celle-ci n'est donc pas au dessus des conflits inter-ethniques, mais risque plutôt de prendre le parti d'un des nationalismes en présence.

L'armée, garante de la paix ?

Il ne faut pas non plus sous-estimer les responsabilités occidentales dans la crise yougoslave. En effet, la Communauté européenne se prononce pour l'unité du pays, mais repousse toute idée d'intégration dans l'immédiat, et de ce fait compromet les perspectives d'avenir. Ceci encourage les républiques de Slovénie et de Croatie, plus développées, à tenter leur adhésion à la CEE en faisant cavalier seul pour sortir d'une situation économique précaire.

Espérons que les puissances étrangères, et d'abord occidentales, ne se laisseront pas tenter par le soutien à une solution militaire pour éviter « l'éclatement du pays », et par peur du chaos, qui pousserait une nouvelle « horde des gueux » à frapper à la porte de l'Europe riche.

Charlie Fabian

(1) A Bucarest et à Sofia, l'opposition, sur une grande place du centre-ville, avait monté un village de tentes, « village de la liberté », contenant des stands des diverses organisations politiques, et abritant des débats. Plus modestement, les étudiants belgradois, occupant la place Terazije, y recevaient chanteurs et artistes divers.

(2) Au sein de la Présidence, les décisions se prenaient à la majorité des votes des représentants des six républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine) et des deux régions « autonomes » de Serbie (Voïvodine et Kosovo).

Nouvelles allemandes

Le rôle futur de l'armée allemande.

Les chrétiens-démocrates allemands (CDU/CSU) envisagent une modification de la Constitution parce que la « loi fondamentale » de la RFA interdit l'intervention de la Bundeswehr (l'armée allemande) en dehors de l'OTAN.

D'après Lamers, responsable pour le parti chrétien-démocrate des Affaires étrangères, les partenaires de la Communauté européenne ne seraient pas prêts à construire une structure de « défense » commune si l'Allemagne maintenait cette interdiction. Lamers pense que « *sans une structure de défense commune, il n'y aura pas de politique extérieure commune et pas d'union européenne* ».

En plus, Lamers exige que les armes nucléaires françaises et anglaises aient une fonction européenne. Les Allemands devraient avoir le droit de participer à toutes les décisions concernant les arsenaux nucléaires de la France et de l'Angleterre (emploi, objectifs, stratégie...).

En même temps, il regrette que, malgré le soutien financier que l'Allemagne a fourni aux soldats américains durant la guerre du Golfe, elle n'a pu élargir son influence.

C'est dur d'être va-t-en-guerre par procuration !

Attaque néo-nazie.

Début mars, près de Döbeln (Saxe, ex-RDA). Une trentaine de néo-nazis, armés de bâtons et de pelles, ont attaqué un foyer de demandeurs d'asile où étaient logés des Pakistanais, des Indiens, des Turcs et des Vietnamiens. Hommes, femmes et enfants ont été brutalement battus, plusieurs, parmi eux, ont été grièvement blessés. Les victimes n'ont pas pu demander de l'aide médicale parce qu'il n'y avait pas de téléphone au foyer. le foyer ayant été entièrement détruit par les nazis, ils ont été logés dans un autre foyer. Mais pendant l'attente, un Afghan est mort par manque de secours médical. D'autres ont fui la Saxe et ont rejoint des compatriotes de l'Ouest. Ils y ont lancé un appel aux autorités : « *Ne nous renvoyez pas en Allemagne de l'Est !* ».

Répression anti-avortement.

Depuis plusieurs mois, des Allemandes, qui reviennent des Pays-Bas, subissent des traitements humiliants à la frontière. Il y a eu plusieurs cas où des fonctionnaires de la police des frontières leur ont demandé si elles venaient de se faire avorter. En effet, la législation néerlandaise est plus libérale, et elles sont nombreuses, les femmes qui n'ont pas reçu la permission d'avorter en RFA, à se rendre aux Pays-Bas pour une IVG.

Quand la réponse ne convient pas aux autorités, ces femmes sont conduites de force à l'hôpital voisin pour y subir un examen. En cas d'avortement, la justice les poursuit.

Infos transmises par Bernard et Burkhard (gr. Humeurs Noires de Lille)

POLOGNE

Solidarité avec les femmes

En Pologne, durant la dernière décennie du régime communiste, l'accès à la contraception était devenu extrêmement difficile. La pénurie de pilules ou de préservatifs était fréquente et, faute aussi d'éducation en ce domaine, l'IVG est restée le recours ordinaire pour le contrôle des naissances.

Aujourd'hui, la situation s'aggrave brutalement : 8,5 millions de femmes en âge de procréer se voient menacées d'être privées à la fois du droit à la contraception et du droit à l'IVG, acquis depuis 35 ans.

Dès 1989, l'Eglise a lancé une offensive, demandant l'interdiction et la pénalisation de l'avortement. En 1990, des ordonnances ont été promulguées, qui autorisent les hôpitaux à ne plus répondre aux demandes d'IVG. Puis un projet de loi criminalisant l'avortement a été adopté par le Sénat ; il sera soumis au vote de la Diète, ce printemps, avant la visite du Pape. S'il est entériné, ce sera le retour de l'avortement clandestin dont on connaît le caractère meurtrier. Ainsi une hiérarchie catholique exclusivement composée d'hommes fait la loi aux femmes, par l'intermédiaire d'un gouvernement qui lui-même ne comprend aucune femme.

Ils veulent aller encore plus loin. Une loi est en préparation pour interdire pilule et stérilet. La menace doit être prise au sérieux ; il est à craindre que le gouvernement n'interdise très bientôt aux pharmaciens de vendre ou de fournir des contraceptifs. L'information sur la vie sexuelle risque de devenir plus clandestine que jamais, elle qui est fondamentale pour comprendre le mode d'action des contraceptifs, elle qui relève de l'élémentaire droit à l'information, elle qui a déjà été attaquée en 1987 par l'Eglise (laquelle a obtenu la mise au pilon du seul manuel d'éducation sexuelle disponible).

Le Planning familial polonais, l'Association des féministes polonaises, Pro-Femina, l'Union démocratique des femmes, la Ligue des femmes, ainsi que des médecins, des intellectuels, des personnalités du parlement et du sénat... sont prêts à engager l'action contre cette atteinte inadmissible aux droits des femmes.

Nous devons leur apporter un soutien à la fois politique et matériel, en leur envoyant les contraceptifs qu'ils souhaitent pour pouvoir les distribuer aux femmes qui en ont un besoin immédiat.

Appel lancé par le Planning familial et la Ligue des droits de l'homme

N.B. : pour soutenir les femmes polonaises, écrivez à : Mouvement français pour le Planning familial (MFPF), 4, square Sainte-Irénée, 75011 Paris. Tél. (1).48.07.29.10.

Sur les ondes de... RADIO-LIBERTAIRE (89.4 FM - Paris)

écoutez « Femmes libres » (l'émission des femmes qui luttent et qui témoignent),

chaque mercredi, de 18 h 30 à 20 h 30.

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

L'exemple de la révolution espagnole

Nous reprenons pour deux numéros notre dossier sur la campagne fédérale en faveur de l'avortement et de la contraception libres et gratuits.
Cette semaine, voici une page d'histoire concernant le mouvement libertaire espagnol. Nous terminerons, dans le prochain *ML*, par un témoignage d'une militante de « Mujeres Libres ».

L'HISTOIRE du mouvement anarchiste a retenu peu de noms de femmes. C'est pourtant le seul mouvement qui a posé clairement dès sa naissance les jalons de ce qui sera plus tard appelé la libération de la femme.

La littérature libertaire publiée en Espagne pendant les années qui précèdent la révolution espagnole, et pendant la révolution elle-même, foisonne de textes traitant de la condition de la femmes dans la société. Il faut dire que la femme espagnole est plus encore que sa compagne française, anglaise, allemande ou américaine, dans une situation extrêmement dramatique. L'éducation ultra-catholique qu'elle a subi la relègue plus que jamais au rôle de servante et de mère, exclusivement.

L'Espagne des rois et des curés, en maintenant la population dans l'ignorance et la répression sexuelle, enferme le prolétariat dans l'exploitation et la femme dans l'esclavage.

Le mouvement anarchiste s'est pourtant intéressé dès la fin du XIXe siècle aux problèmes de la femme. Ainsi, les écrits et les conférences de Pedro Esteve, Anselmo Lorenzo, Fernando Del Marmol, avec lesquels Soledad Gustavo (la mère de Fédérica Montseny) parcourait l'Espagne pour tenir des meetings. Ce simple fait qu'une femme puisse voyager et animer des réunions publiques en compagnie de trois hommes dans l'Espagne du siècle dernier peut en soi déjà paraître révolutionnaire (1).

Dans une Espagne où l'on ne badine pas, plus de trente ans après, avec la « tenue » de la femme : Terasina, militante anonyme parmi tant d'autres, se fait quand même renvoyer de chez ses parents pour le simple fait d'avoir porté un pantalon (2).

S'il est indiscutable que le mouvement anarchiste porte en lui les germes de la libération de la femme, cette dernière se heurte malgré tout au machisme, même parmi les militants.

Certaines prises de position masculines sont nettement réactionnaires. Ainsi, peut-on lire dans *Solidaridad Obrera* d'octobre 1935 : « Les femmes... ne font attention à rien. Au contraire, elles se fatigue vite de tout ce qui est réflexion et préoccupation... Elles veulent tout ce qui flatte leur imagination et leur amour-propre ».

Ce qui fera réagir Lucia Sanchez Saornil indignée : « J'ai vu nombre de foyers non seulement de simples confédérés mais bien anarchistes régis selon les plus pures lois féodales »... Il faut dire aux compagnons que « la femme bien qu'elle végète - confondue avec les casseroles et les animaux domestiques - parmi les objets du foyer, appartient aussi à l'espèce humaine ». De véritables débats s'engageaient dans les journaux libertaires autour de deux axes : l'idée prédominante selon laquelle la fonction de la femme dans la société est déterminée par sa biologie, son rôle étant essentiellement celui de la maternité. Cette idée proudhonienne interdisait à la femme toute participation à la vie politique, sociale et économique et ceux qui la défendaient voyaient d'un très mauvais œil la participation des femmes dans les usines, appréhendant les ouvrières plutôt comme des concurrentes que comme des sœurs de misère. La seconde idée - issue de Bakounine - qui défend l'égalité des deux sexe en droits comme en devoirs, figure dans le rapport de la CNT-AIT à Saragosse en mai 1936.

De ces débats est née une véritable prise de conscience des femmes qui songèrent alors à s'organiser en tant que telles.

Certaines femmes sont rapidement partisanes de s'organiser en tant que femmes dans le mouvement anarchiste.

Lucia Sanchez Saornil - une des fondatrices du mouvement « Mujeres Libres » - se rendit compte lors d'une grève dans le téléphone où elle était standardiste en 1931, que les femmes ne participaient pas et commença à réfléchir aux moyens de les préparer à se défendre elles-mêmes (3).

Des groupes féminins se constituent autour d'une revue dès 1933. L'objectif est clairement défini et ne peut se confondre avec celui des autres mouvements féminins bourgeois : l'émancipation de la femme et du prolétariat.

L'idée part de la constatation largement développée par Teresa Claramunt dans la revue *Mujeres libres* (4) que l'émancipation de la femme n'est pas facile au sein des organismes libertaires espagnols car il existe une contradiction dans la position des militants anarchistes sur tout ce qui concerne la femme. Le mouvement « Mujeres Libres » pense que la femme doit participer à toutes les sphères de la vie sociale, économique sur un pied d'égalité avec l'homme et elle a besoin pour exprimer tout cela d'une organisation spécifique.

« L'autorisation de l'interruption de grossesse est également un moyen d'en finir avec les pratiques clandestines des avorteurs profiteurs »

Cependant, nombre de femmes ne voyaient pas l'utilité d'une telle organisation parallèle. Ainsi, Federica Montseny, niant l'existence d'un problème spécifique de la femme, considérait que le problème était celui de la libération de l'homme en tant qu'être humain (donc aussi de la femme) et qu'il devait se traiter tant au niveau individuel qu'au niveau d'une organisation (mixte).

Elle ne niait évidemment pas qu'il existât réellement des problèmes sociaux et elle collabora au mouvement spécifique (articles, conférences) mais n'y adhéra pas. Sara partageait cette position (5) mais le jour où, intéressée par une conférence organisée par des femmes, elle s'y rendit et vit trois compagnons qui se moquèrent tout le temps que dura la conférence, elle se décida à adhérer au mouvement.

Depuis le début du siècle, donc, les problèmes de la femme préoccupent le mouvement mais ce ne sera que lorsque les femmes prendront réellement en mains leur sort que l'organisation spécifique « Mujeres Libres » verra le jour. En germe depuis 1933, il sera actif d'avril 1936 à février 1939. Cette organisation féminine d'orientation anarchiste comptera jusqu'à 20 000 affiliées. A l'issue d'une réflexion mûrement menée, « Mujeres Libres » demande sa reconnaissance comme partie intégrante du mouvement libertaire au plenum régional d'octobre 1938.

Au sein de la CNT-AIT, comme au sein de la FAI et des FILJ (6), il persiste nombre de préjugés. Souvent, les femmes de « Mujeres Libres » doivent faire face à un manque de coopération, un désintérêt, ou pire, au paternalisme des militants. A cause de cela, jamais le mouvement « Mujeres Libres » ne sera admis comme partie intégrante du mouvement libertaire. Pourtant, ses positions sont claires : son but n'est pas tant la libération de la femme en tant que telle que sa libération sociale, politique (conformément aux intérêts de la classe ouvrière) et sexuelle (c'est-à-dire sa libération d'une oppression spécifique).

« Mujeres Libres » voyait dans l'infériorité sociale et économique de la femme non seulement un frein au développement de la lutte pour la révolution sociale mais aussi la cause principale du problème sexuel.

Les positions dans le mouvement libertaire sur le sujet de la maternité étaient contradictoires. Cependant, dans un contexte économique défavorable, j'aurais presque écrit « grâce à », dans une société très répressive, les militants auront malgré tout la clairvoyance de poser les débats sur la table. Et ceci eut l'avantage de démarrer un réel changement des mentalités. Les femmes de « Mujeres Libres » n'étaient pas satisfaites des résultats des précédentes campagnes en faveur de la libération sexuelle, qu'elles jugeaient plutôt défavorables à la femme elle-même, compte-tenu des mentalités masculines persistant chez les anarchistes.

Elles défendaient l'idée que la femme n'était pas destinée à être mère avant tout, mais plutôt qu'elle était tout simplement un être doué de raison. Or, dans le mouvement libertaire, beaucoup pensaient que la procréation était le point culminant de la vie d'une femme. Ainsi, Federica Montseny écrira « *femmes sans enfants, arbres sans fruits, rosiers sans roses* » !

Ceci ne l'empêchera pas de prendre sous sa responsabilité de ministre de la Santé la promulgation d'une loi autorisant l'avortement (7).

Le décret du 25 décembre 1936, complété par celui du 1er mars 1937, autorisant la pratique de l'avortement aux femmes qui le sollicitent, est l'œuvre de la CNT-AIT. Plus précisément un des principaux acteurs de cette réforme fut le docteur Felix Marti Ibanez, jeune médecin de Cartagène, intégré à la CNT, qui militait depuis plusieurs années au moyen de nombreux articles dans la presse libertaire sur la libération sexuelle de la femme espagnole.

Felix Marti Ibanez détache quatre points fondamentaux sur lesquels la réforme repose (8) :

- les raisons thérapeutiques (maladie physique ou mentale) ;
- les raisons d'ordre eugénique (inceste, tares qui risquent de se transmettre) ;
- les facteurs néo-malthusiens (désir conscient de limiter la natalité) ;
- les facteurs sentimentaux (maternité non désirée par la femme).

L'autorisation de l'interruption de grossesse est également un moyen d'en finir avec les pratiques clandestines des avorteurs profiteurs qui conduisent dans de très nombreux cas la femme vers la mort pour cause d'infection, ainsi qu'avec la pratique de l'infanticide, émanant de la haine éprouvée pour l'enfant non désiré et de problèmes économiques insurmontables.

« Le décret autorisant l'avortement dans l'Espagne de 1936 plaçait le pays dans le petit groupe de ceux qui avaient déjà dépénalisé l'avortement »

L'avortement est pratiqué avant le terme de trois mois de grossesse par du personnel spécialisé (au-delà, il est étudié au cas par cas) dans des centres spécialement créés à cet effet.

Le docteur Ibanez ne concevait pas de donner la possibilité aux femmes d'avorter sans accompagner cette décision d'une campagne d'éducation sexuelle lancée en parallèle : diffusion populaire des moyens contraceptifs, affiches, conférences, articles, bulletins, fiches et films éducatifs ainsi que l'instauration d'une journée par mois (appelée grande journée) pour mobiliser l'attention du pays sur ce problème.

Quand on parcourt la presse militante de cette période sur le sujet, on se rend compte que l'avortement est parfois assimilé par les auteurs à un moyen de limiter la natalité. La première préoccupation d'hommes comme le docteur Ibanez fut certainement d'ordre social : enrayer la mortalité féminine, l'infanticide, l'exploitation du corps de la femme par les avorteurs sans scrupule, mais aussi d'ordre politique : la femme devait pouvoir choisir librement la maternité et par là-même échapper à la tyrannie sexuelle dont elle était l'objet. « *En autorisant l'avortement et en facilitant sa réalisation, nous laissons à la femme en condition d'être mère le choix d'avoir un enfant seulement quand elle le désire, quand c'est un choix et non un accident* » (9).

Les difficultés économiques dans lesquelles se débattait le prolétariat conduisaient le plus souvent les femmes vers l'avortement.

Parmi les méthodes contraceptives qui leur étaient proposées, on trouve dans les revues la fameuse et incertaine méthode Ogino-Knaus ainsi que celle des températures (*Estudios*, n° 144), mais aussi les méthodes modernes telles que les spermicides ou les contraceptifs masculins et féminins (iniciales, n° 5 - mai 1933). Bien que les articles du « Médico rural » (pseudo du docteur Ibanez) fussent fort bien détaillés, une minorité de femmes, seulement, avait accès à ces méthodes : celles qui savaient lire et celle qui habitaient dans les grandes villes. dans les campagnes où on manquait de tout, on peut raisonnablement penser qu'on manquait aussi de contraceptifs.

En dépit des efforts fournis par les services du Conseil de la santé et de l'Assistance sociale pour informer toutes les femmes, les avortements clandestins avaient encore lieu, même dans le milieu anarchiste. Ainsi, Sara, alors jeune militante (16 ans) de la CNT-AIT, me parle-t-elle de sa mère qui, enceinte de son père tombé au front, eut recours à un avortement clandestin, au péril de sa vie, alors même que le décret était promulgué et que les centres fonctionnaient !

Combien de femmes étaient-elles qui écrasées par les ténèbres sexuelles, qui engluaient l'Espagne, n'imaginèrent même pas qu'en plus de la libération des travailleurs, la révolution apporterait aussi leur propre libération ?

Le mouvement « Mujeres Libres » n'organisa pas de cours sur la sexualité et les méthodes contraceptives pour la raison que cela était assuré par les cliniques prévues par le décret de 1936 et par les organismes ouvriers (CNT-AIT, FIJL...). Il mit en place des centres de réhabilitation et de réinsertion sociale pour les prostituées, mais son initiative échoua plus ou moins du fait qu'elle rencontra peu de soutien à l'intérieur du mouvement libertaire.

Ne disposant pas d'informations statistiques sur la situation de l'après-décret, je ne peux tirer de conclusions sur l'efficacité du décret (disparition de la mortalité féminine et de l'infanticide ?). La mère de Sara ne fut probablement pas la seule à ignorer l'existence du décret, mais on peut logiquement penser que la réforme avait commencé son œuvre quand les fascistes reprirent les commandes. Et logiquement, ils détruisirent toutes les preuves de cet avancement. Le décret autorisant l'avortement dans l'Espagne de 1936 plaçait le pays dans le petit groupe de ceux qui avaient déjà dépénalisé l'avortement (la Suisse en 1916, la Tchécoslovaquie en 1925, le Japon impérialiste en 1929, l'URSS dans le code de 1926). Est-ce un hasard si ce précédent fut généralement ignoré par la suite, même par les théoriciens du droit pénal ? Aucun des manuels juridiques n'en fait mention. Les femmes espagnoles ont à se battre comme si rien ne s'était passé. Comme se battent les femmes polonaises, les femmes américaines ou allemandes, et comme se battront bientôt les femmes françaises (voir à ce sujet *le Monde libertaire*, n° 800).

Martine Boury
(gr. Puig-Antich de Perpignan)

(1) Propos rapportés dans le film *De toda la vida*, de Carol Mazer.
(2) *Idem*.
(3) *Idem*.
(4) Infos tirées de Mary Nash, *Mujeres Libres*.
(5) Propos tirés *De toda la vida*.
(6) CNT-AIT : Confédération nationale du travail, adhérente à l'Association internationale des travailleurs.
(7) La CNT-AIT entre au gouvernement de la République avec 4 ministres, dont F. Montseny, comme ministre de la Santé, le 4 novembre 1936.
(8) Arguements développés dans la revue *Estudios*, n° 160 (janvier 1937).
(9) Revue *Ideas*, n° 20.

CINEMA

« Les Petites marguerites » de Véra Chylitova

Les Petites Marguerites. Film tchèque de Véra Chytilova, 1966 (90 mn). Scénario de V. Chytilova et Esther Krumbachova. Images de Jaroslav Kucera. Avec Jitka Cerhova et Ivana Karbanova.

Les Petites marguerites est un film drôle, un film triste. Présenté en janvier au Festival « Premier Plan » d'Angers, il sort aujourd'hui dans un contexte bien différent de celui où il vit le jour, en Tchécoslovaquie, il y a 25 ans. En 1965, Vera Chytilova avait choisi le ton burlesque pour faire passer le contenu combatif et tragique su scénario devant la censure tchèque, mais aussi pour mieux prendre le public au dépourvu. La critique de l'époque salua l'indéniable : la maîtrise et l'invention des moyens cinématographiques du couple Chylitova-Kucera ; l'originalité de l'œuvre, qui tient du collage, du dessin animé et de la comédie musicale ; l'humour délirant et la poésie des plans ; le charme des comédiennes. A l'Ouest, on admira et l'on récompensa ce « film de femme », brillant et « unique », d'un prix de la critique. Pourtant, à une époque où l'on s'attendait à de revendications politiques plus explicites, les journalistes s'amusèrent surtout de la frivolité des *Petites marguerites* et semblent être restés relativement insensibles (à moins que ce n'ait été par pudeur) au drame humain que dénonçait la réalisatrice. C'est encore au spectateur, aujourd'hui, d'être pris au dépourvu et de découvrir, dès les extraits de film documentaire insérés au générique, combien (malheureusement) à propos revient la saison des *Petites marguerites*.

Au début, Marie I et Marie II sont ce qu'on voudrait qu'elles soient : deux jolies poupées en bikini, assises au soleil, bien sagement discutant. mais ces poupées grincent quand elles bougent, et elles pensent à la pourriture du monde, à la dépravation. Et bien vite, c'est décidé. Elles vont s'ingénier à vivre la dépravation, à y jouer l'une pour l'autre, c'est-à-dire pour elles-mêmes. le film ne décrira ni une descente ni une plongée, car la dépravation est ambiante : il suffit d'y penser, et de s'y livrer absolument.

Les deux Marie vont donc faire toutes les âneries imaginables, rire et manger comme des chèvres, vivre et jouer de toutes les possibilités qui se présentent. innocentes enfants terribles, elles explorent les « entrées interdites » de leur ville, suivies de près par une caméra qui brave, elle aussi, les conventions de son époque. dans des couleurs chatoyantes ou délavées, en sépia ou en noir et blanc, en accéléré ou au ralenti, chacune de leurs aventures trouve sa forme juste.

Et dans cette poursuite d'images mouvantes et émouvantes, cette quête poétique de deux filles-fées, Chitylova propose au spectateur un véritable parcours philosophique. Où l'on voit par exemple, qu'en semant le désordre dans les endroits en apparence convenables (restaurants, cafés-théâtres, hôtels, rues désertes et cœur de l'amoureux transi) les sœurs Marie manifestent la goinfrerie, elle aussi ambiante, d'une société vouée à la consommation. Où l'on se demande, alors qu'elles sortent toujours intactes des pires bousculades : où est la destruction ?

« Existe-t-il quelque chose ? »

La force du film est de ne l'avoir pas rendue visible. A mesure qu'elles transgressent toutes les illusions d'interdits qui règlent nos existences, à force d'accomplir tous les actes inventés, Marie et Marie épuisent, et finalement détruisent tous les possibles de leur vie. Si leur corps semble intouché, l'appartement qui leur sert de terrain de réflexion, de champ d'expérimentation et de mise en scène est à l'image de l'esprit de ses occupantes : toutes les expériences, tous les noms d'hommes, tous les objets et toutes les nourritures imaginables y sont énumérés, graffités, découpés, dévorés, jetés.

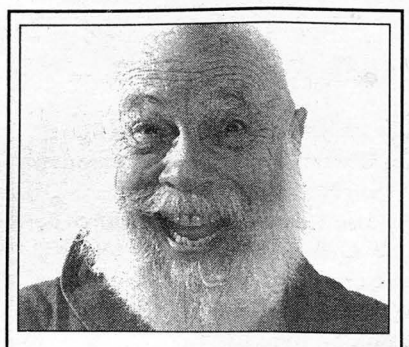
Devant un déchaînement si arbitraire, comment ne pas douter d'une certaine réalité ? Les deux sœurs, qui n'ont qu'elles seules pour témoins, se mettent à douter, comme Robinson, de leur propre existence. Elles sortent et s'aperçoivent qu'un vieux jardinier ne les voit pas, malgré leurs mini-jupes et leur maquillage outrancier. *« Existe-t-il quelque chose ? »* La ville n'est peuplée que de petits vieux indifférents, et elles sont jeunes...

Elles sont des anges parachutés dans un monde qui ne leur propose qu'ennui ou interdits. la voix de l'amoureux éconduit, au téléphone, répète inlassablement la même déclaration vide de sens. Conscientes qu'il n'y a pas de place, même entre elles, pour l'amour, elles s'interrogent : « *Pourquoi dit-on je t'aime ? On pourrait aussi bien dire un œuf* ». On pressent, dans cette phrase, la destruction concrète et sans retour...

Chytilova a su traduire le vertige existentiel de toute jeunesse privée d'amour. Elle nous guide, hors d'haleine, vers cette question éternelle que seuls les grands films mystiques savent poser : « Est-il possible de réparer ce qui a été détruit ? »

On rit toujours, mais la gorge serrée. on sort bouleversé, frissonnant, étonné d'avoir trouvé plus d'« actualité » dans un film qui a 25 ans, que dans l'actualité qui tous les jours, sur nos écrans, se défend d'être fiction. En ces jours d'auto-censure, qu'il est bon de redécouvrir un cinéma capable de réveiller les sensibilités endormies !

Ana Regram



NOUVEAUTE

« Libres pensées d'un penseur libre », de Léo Campion, (éd. Bagaudes). Prix : 95 F (+ 10 F de port), chèques à libeller à l'ordre de Publico. Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Maison populaire, samedi 30 mars 1991, soirée-cabaret avec Sara Alexander, à 20 h 30. Prix : 55 F. Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil. Tél. : 42.87.08.68.

SPECTACLE

Leny Escudero au TLP-Dejazet

depuis le 5 mars et jusqu'au 7 avril

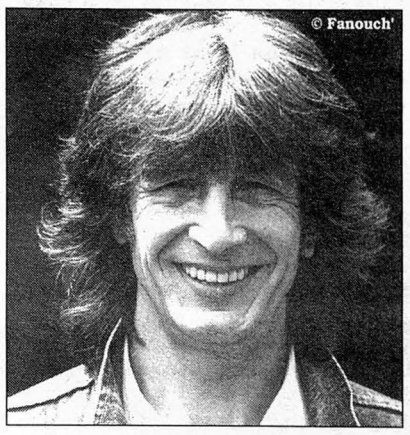
Vous entrez au TLP avec en tête les chansons de Leny Escudero, vous en ressortez avec en cœur l'image de Leny (1).

Les chansons d'Escudero sont comme autant de bornes pour notre mémoire : *Pour une amourette* ou *Pour Sylvie*, de *Malypense* ou de *Charonne*, de *la Naissance de Stéphanie* à *la Mort du vieux Jonathan*, entre *Rachel* et *La Simone*.

A plusieurs reprises Leny vitupère Dieu, l'apostrophe. Vieux compte d'une enfance à régler, guerre d'Espagne, pour des idées la mort, une mère qui pleure en priant, qui prie en pleurant, « *Mais qui c'est ce type qui fait chialer ma mère !* ».

Et il gueule Leny, les rides à fleur de nerfs, incapable de déballer son sac posément (« *je ne serai jamais chanteur* », avoue-t-il). Ses coups de gueule sont comme des coups de poing qu'on donne dans le sable mouillé, pour marquer son empreinte avant ou après la marée. « *Quand pour un vol de tourterelle,/Il y a plus de mille chasseurs/Qui rentrent le soir à tire d'aile/Nous serrer fort contre leur cœur* ».

Tiraillé entre convictions et sentiments, homme jusqu'au fond de la gorge, il est de la famille. La preuve en est : combien d'entre nous se ne sont sentis orphelins de frangin, la conscience entre deux chaises quand nous avons lu dans la presse qu'il était « pour la guerre du Golfe ». Simplement, les écrits d'autrui avaient



dépassés la parole de Leny. Toujours du côté et aux côtés des pacifistes, il avait juste souhaité que ne soit que ne soient pas tenus pour pestiférés les cocus de la farce, même ceux qui avaient cru que l'armée était un simple emploi et non le métier des armes.

« *Je sais ça n'sera pas mon père/Qui prendra le fusil le premier/Mais tous les enfant de la Terre/Pensent que leur père serait le dernier* ».

Allez, Leny, rendez-vous boulevard du Temple...

Nicolas Choquet

(1) Leny Escudero est au TLP-Dejazet depuis le 5 mars, et jusqu'au 7 avril, avec trois musiciens, et des dames de scène en première partie (France Léa, Anna Baum...). Entrée : 140 F.

POST-MORTEM

Gainsbourg ou l'insoutenable inconsistance d'un artiste comtemporain

GAINSBOURG aura usé des médias jusqu'après sa mort, et c'est ce paradoxe où l'apparence du « j'en foutiste » côtoie l'opération médiatique préméditée qui mérite une certaine attention.

On croit rêver, devant cet unanimisme béat entoure le départ de Serge Gainsbourg pour l'autre côté du décors ! Ceux-là même qui hier dénonçaient ses excès se retrouvent prosternés devant le compositeur génial, le parolier à succès.

Succès, talent, génie se mêlent, sans bien intégrer d'ailleurs l'ordre de préséance. Ajoutez à cela l'obligation de réserve qui entoure tout décès - la mort fait peur -, et nous y sommes. Tout le monde aime Gainsbourg, surtout depuis qu'il n'est plus.

Bizarre, n'est-ce pas, cet intérêt posthume pour l'irrespect et l'obscénité ?

Gainsbourg vend l'image du déglingué qui suit sa voie, contre vents et marées. Son aspect clochardisant connote la « zone ». On a mal pour lui. On y croit, on en redemande. Le Montaigne des temps modernes, le « fais ce qu'il te plaît », le *carpe diem* des trente dernières années. Il aura toujours été porté par son image de provocation novatrice et créative. En fait, musicalement, il aura emprunté « son inspiration » au style du moment tout autant que les autres. Qu'il ait précédé ou pas les modes ne change rien. De l'inconsistance d'« *une poupée de cire* » à la nullité du « *besoin de personne en Harley-Davidson* », en passant par une *Marseillaise* reggae qui choqua les parachutistes de Strasbourg dans les années 80 et valut une précision publique de Gainsbourg en personne: c'est pour mettre en valeur et non pour critiquer qu'il mit cette musique sur ce texte patriotique sacré...

Mais, au fait, qui choquait-il ? Jusqu'où allaient les vagues levées par ses provocations ?

Evitant chirurgicalement les thèmes sociaux, Serge Gainsbourg était le parolier, le musicien de l'art pour l'art, l'esthète de l'individualisme contemporain. Un quiproquo nous l'avait fait prendre pour une stature à la Boris Vian, avec de l'épaisseur dans le texte, une puissance évocatrice, du relief que diable ! *Que nenni*. Malgré son apparence, Gainsbourg est resté propret jusqu'au bout. Il aimait la fesse un peu plus que les autres, mais aujourd'hui, c'est permis et presque chic. C'est un artiste idéal, tous comptes faits : un excentrique qui finalement est bien gentil et n'emmerde personne, avec la profondeur du vides de ses idées.

L'écho médiatique passager, le verbiage entourant la pseudo-modernité de Gainsbourg signifie qu'il a compris un quart de siècle avant les gauchistes d'hier - libéraux d'aujourd'hui - que seuls fric et médias sont le nerf du buissness. En 68, il occupait une suite dans un palace. Barricades non merci. Bernard-Henry Lévy, l'ex-gauchiste, n'a pu louer la sienne qu'en 1990 pour écrire « son Baudelaire ». Quelle différence : 22 ans pour en arriver au même endroit. Bravo, Gainsbourg, t'as pas eu besoin de philosophie nouvelle pour indiquer le chemin à suivre.

Gainsbourg est au coeur de l'idéologie culturelle du temps. L'individualisme contemporain a trouvé en lui une nouvelle incarnation du mythe de réussite solitaire.

Alors, pourquoi ne pas voir en Gainsbourg un rentier créatif individualiste et cynique, objet spectaculaire, rutilante pompe à fric, décrété talentueux par une partie de l'*establishment* du showbiz. Gainsbourg est à la chanson ce que *Libé* est au journalisme et à sa propre histoire. Une façade de provocation, un plaqué de « révolte ». On gratte et il ne reste rien. A part un billet de cinq cent francs.

Ah, j'oubliais, on peut aimer Gainsbourg, manquerait plus que ça !

J.B.

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeudi 21 mars

— « Tiens, voilà le hallebardier ! » (12 h - 14 h 30) : théâtre.

— « Si vis pacem » (18 h - 19 h 30) : émission de l'Union pacifiste.

Vendredi 22 mars

— « L'invité du vendredi » (19 h - 21 h) : spécial front des radios libres avec Sokkelund-Radio (Danemark).

Samedi 23 mars

— « La Chronique syndicale » (11 h - 13 h) : Interview d'Alain Bihr, auteur de l'ouvrage : *Du « grand soir » à l'« alternative »*, l'actualité de la semaine, la Yougoslavie en Crise.

— « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.

Mardi 26 mars

— « Blues en liberté » (10 h - 12) : Snooks Eaglin.

FORUM

« Du "grand soir" à l'alternative », le mouvement ouvrier en crise, Alain Bihr, collection Portes ouvertes, éditions ouvrières.

Le monde ouvrier en pleine mutation, les nouvelles technologies, le chômage, les carences de organisations syndicales, le consensus chantre d'un néo-libéralisme inapte à proposer une issue à la crise du capitalisme... Crise majeur du mouvement ouvrier, crise finale ?

Non, selon Alain Bihr, mais certainement urgence de reconstruire un mouvement ouvrier critique et dynamique où la « démarche alternative » s'inscrit comme l'enjeu des luttes politiques à venir.

***Du « grand soir » à l'alternative*, samedi 23 mars, 11 h 30, table-ronde sur les ondes de Radio-Libertaire (89.4 FM), dans le cadre de la « Chronique syndicale » ;**

et, le même jour, à partir de 16 h 30, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris), tenue d'un forum avec Alain Bihr.

RENDEZ-VOUS

BOURGOIN-JALLIEU
L'association « Contre-Courants » vous invite à sa 3e Fête de la chanson, le vendredi 5 avril, à 21 h, au théâtre Jean-Vilar de Bourgoin-Jallieu, avec Marie-Josée Vilar (à l'occasion de son nouveau disque, *Temps calme*) et de Christian Paccoud (pour son spectacle *Anarchie ma blanche*). Entrée : 80 F (60 F pour les lycéens et chômeurs).

LYON
Le groupe Kronstadt vend *le Monde libertaire* lors d'une table de presse tenue chaque mercredi, entre 12 h et 14 h, à l'université Lyon II de Bron-Parilly.
Par ailleurs, on peut joindre les groupes FA Kronstadt et Dejacque à la librairie La Plume Noire (ouverte les mercredis et samedis en après-midi), 15, rue Rivet, La Croix-Rousse, 69001 Lyon.

MARSEILLE
Le groupe Région-toulonnaise de la FA tiendra un stand à la « soirée d'union, de révolte et de résistance du peuple kurde », le samedi 30 mars, salle Saint-Georges, Corniche de Kennedy, à Marseille. Le stand FA sera prêt dès 14 h. Entrée libre.

NANTES
Pour contacter le groupe Milly-Witkop, adressez-vous à : « Magazine Libertaire », groupe Witkop, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.
Pour contacter le GROG (groupe anti-antimilitariste) : GRIM, BP 804, 44119 Nantes cedex.

NICE
Depuis quelques mois, un groupe FA existe sur Nice. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures, qui transmettront.

PAU
Il existe une liaison FA sur Pau (Pyrénées-Atlantiques). On peut la contacter en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

RENNES
Un concert gratuit sera organisé le mardi 26 mars, à la salle de La Cité, de 19 h 30 à 24 h.
Pour toutes nos initiatives, se renseigner lors de la vente du *Monde libertaire* le samedi matin sur le marché des Lices, ou pendant la permanence du groupe FA, chaque mardi soir, à la MJC La Paillette (Tél. 99.59.34.07).

ORMESSON/SUCY-EN-BRIE
Une liaison FA existe du côté d'Ormesson/Sucy-en-Brie. On peut la contacter en écrivant aux Relations intérieures, qui transmettront.

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise de la FA et le Centre d'études et de culture libertaires changent d'adresse. Pour les joindre, écrivez à : CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

SOUSCRIPTION

« Diffusion de la création comtemporaine » lance une souscription pour faire paraître les actes du colloque « Art et anarchie » (ouvrage de 320 pages, format 14X20, avec 30 illustrations noir et blanc, éditions du Monde Libertaire), qui est organisé à l'occasion des 10 ans de Radio-Libertaire. Prix : 110 F (prix de vente public : 130 F). Parution en novembre 1991.
Les chèques sont à libeller à l'ordre de « Diffusion de la création contemporaine » et à adresser à DCC, BP 12, 13671 Aubagne cedex.

James Faugerat nous a quittés...

A quatre-vingts ans, l'ami James vient de prendre un repos définitif. Militant anarchiste avant la Seconde Guerre mondiale, il retrouva naturellement le mouvement libertaire après la tourmente.

Il fut élu secrétaire général de la Fédération anarchiste au congrès de Paris en 1958. Linotypiste, il travaillait à *Paris-Presse* où il côtoyait Faucier et Lazarevitch qui, eux, étaient correcteurs. il était syndiqué à la Chambre syndicale typographique parisienne, elle-même membre de la Fédération française des travailleurs du livre (CGT).

C'est dire que Faugerat fut de tous les combats de l'époque. Il fut aussi de ceux qui reconstruisirent la Fédération après la scission de 1952.

De graves ennuis de santé l'avaient écarté ces dernières années du militantisme actif ; il n'en demeurait pas moins attentif à tout ce qui se passait dans le monde et est resté anarchiste jusqu'au bout.

Nous lui avons dit adieu au Père-Lachaise le 14 mars.

Salut, vieux compagnon !

André Devriendt

PRISON

En toute intimité

La Santé, ses murs gris, sa vie morne, c'est un peu de la misère carcérale que l'on devine au travers de l'article qui nous est proposé par Renaud Pieyral. « En toute intimité » et pourquoi pas « Drôle de monde » ? Au pays des Jean Genet, il est des subtilités judiciaires qui nous échappent.

Rue Jean Dolent, à l'ombre du haut mur noir, une caravane de CRS campe depuis trois jours, indolente. Nous sommes mercredi 13 mars. Que se passe-t-il : un détenu évadé ? Une mutinerie ? Non, cela ferait plus de bruit; alors que tout paraît si calme, si intime.

Passé l'angle de la prison, je m'approche de l'entrée, rue de la Santé, d'habitude fourmillante d'avocats, d'employeurs qui sous-traitent de petits travaux répétitifs à quelques détenus, de professeurs venus offrir un peu de culture pour meubler l'ennui, de visiteurs sociaux et religieux, et de privilégiés qui se contentent de profiter des tarifs avantageux du mess. Eh oui, la prison ce n'est heureusement pas tout à fait que de la pierre. Parce que quelques personnes du dehors, quelles que soient leurs motivations, s'arrangent pour faire entrer un peu d'humanité et de relations humaines pas complétement dégradées, pas limitées à un rapport de domination uniquement. Souvent même naissent de vraies amitiés entre résidents et visiteurs. Amitié, intimité, petites choses si importantes quand vient enfin le moment tant attendu de la sortie.

Mais aujourd'hui, pas de mouvement, pas d'allées et venues, personne n'entre, personne ne sort. Une lettre dactylographiée placardée à l'entrée indique que pendant quatre jours la prison tout entière vivra dans la plus stricte intimité. Seul le personnel surveillant, renforcé pour l'occasion, et quelques magistrats de la fonction judiciaire y auront accès.

La grande fouille de printemps

Drôle d'intimité, en vérité ! C'est de la grande fouille intime du printemps dont il s'agit. Chaque centimètre carré de chaque carrée passé au peigne fin. Que découvreront les zélés de l'ordre ? Probablement de çi de là quelques affaires non autorisées qui leur donneront l'occasion de punir un peu plus... euh, de « *faire respecter l'ordre et d'améliorer la sécurité* », qu'ils disent. C'est ce qu'ils ont déjà fait, récemment, aux Baumettes, à Marseille.

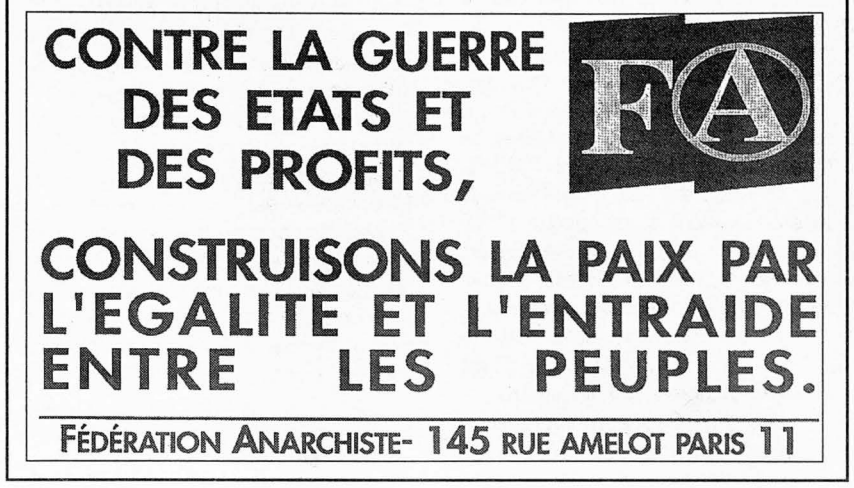
Quant à celui des prisonniers qui, se sentant espionnés et piégés de toutes parts, était prêt à sombrer dans la folie s'il ne s'était raccroché à une petite activité sociale pour retrouver l'équilibre, peut-être qu'il avait raison de rechercher la folie, peut-être qu'il avait raison de se sentir espionné. Tout l'y encourage : intimité sociale brisée pour quelques jours, au bon vouloir de ces messieurs du ministère de la Justice; intimité privée mise à nu, encore plus que d'habitude.

Tout cela n'est-il pas le signe de la justice « jusqu'au-boutiste » dans la répression, déjà vue à l'œuvre dès la préparation de la guerre du Golfe ? Triomphe d'une logique de la justice peut-être, mais en tout cas pas d'une justice à visage humain. Face à cela, j'ai presque envie de devenir « à-quoi-bonniste ». A quoi bon ?

Renaud Pieyral

Nos autocollants

Deux séries d'autocollants anti-guerre viennent d'être éditées par la Fédération anarchiste. On peut se les procurer à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris). La série « Ne faites pas semblant ! » (voir l'exemplaire ci-contre) est vendue 1 F l'unité, 0,50 F plus de 10 exemplaires et 0,30 F plus de 50 exemplaires.
En ce qui concerne l'autre série (voir exemplaire ci-dessous) les prix sont de 1 F l'unité et de 0,20 F pour plus de 50 exemplaires.
Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.



PARUTIONS

ENVELOPPE

Radio-Libertaire vient d'éditer des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PRESSE

Contre vents et Marées, n° 77 (mars) est sorti. Il est en vente à « Contre-Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Prix : 5 F.

Le dessin de la semaine

SOMMAIRE

PAGE 1 : Conférence de paix internationale : une mystification, Contre la double peine : 1991, année de la justice pour qui ?, Editorial.
PAGE 2 : Conférence de paix internationale : une mystification, « La paix impossible » par P. Monatte.
PAGE 3 : Chômage encore et... toujours ?, NMPP... la chute, Amis lecteurs, Pour que le CAES vive !, Féminisme : le passage du témoin, En bref, Souscription.
PAGE 4 : L'insurrection irakienne, A Bagdad sous les bombes.
PAGE 5 : Yougoslavie : bruit de bottes au sein de la Fédération, Nouvelles allemandes, Solidarité avec les femmes polonaises.
PAGE 6 : Contraception et avortement : l'exemple de la révolution espagnole.
PAGE 7 : Cinéma : « Les Petites marguerites », Leny Escudero au TLP, Ginsbourg ou l'insoutenable inconsistance d'un artiste contemporain, Sélection R.-L..
PAGE 8 : Nécrologie : James Faugerat nous a quittés..., Prison : en toute intimité, Le dessin de la semaine, Infos FA.